



Secrétariat parlementaire
Ratssekretariat

10^{ème} procès-verbal du Conseil de ville / 10. Stadtratsprotokoll

Séance du mercredi 19 septembre 2012 à 18 heures
Sitzung vom Mittwoch, 19. September 2012, 18.00 Uhr

Lieu: salle du Conseil de ville au Bourg
Ort: Stadtratssaal in der Burg

Présents / Anwesend:

Arnold Marc, Augsburg-Brom Dana, Baltzer Niklaus, Blättler Schmid Isabelle, Bohnenblust Regula, Bohnenblust Simon, Brassel Urs, Calejari Patrick, Chevallier Barbara, Donzé Pablo, Dunning Samantha, Esseiva Monique, Fischer Pascal, Freuler Fritz, Garbani Charlotte, Grünenwald Samuel, Grupp Christoph, Güntensperger Nathan, Gurtner Roland, Hügli Daniel, Isler Peter, Jean-Quartier Caroline, Kaufmann Stefan, Linder Fiorella, Löffel Christian, Magnin Claire, Mischler Peter, Molina Franziska, Némitz Cédric, Nicati Alain, Ogi Pierre, Paronitti Maurice, Pittet Natasha, Rindlisbacher Hugo, Rüfenacht Daphné, Rüfenacht Martin, Sermet Béatrice, Steinmann Alfred, Stöckli Schwarzen Heidi, Strobel Salome, Suter Daniel, Sutter Andreas, Sylejmani Ali, Tanner Anna, Thomke Friedrich, Wiederkehr Martin, Wiher Max

Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:

Ammann Olivier, Bösch Andreas, Eschmann René, Habegger Hans Peter, Habegger Markus, Hadorn Werner, Menekse Ali, Morier-Genoud Michèle, Moser Peter, Oliveira-Jorns Renate, Pichard Alain, Scherrer Martin, Simon Fatima

Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates:

Erich Fehr, Maire

Conseillers/ères municipaux: Contini François, Klopfenstein Hubert, Liechti Gertsch Teres, Moeschler Pierre-Yves, Steidle Silvia, Schlauri René, Schwickert Barbara

Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:

-

Présidence / Vorsitz:

Monique Esseiva, Présidente du Conseil de ville

Secrétariat / Sekretariat:

Regula Klemmer, Secrétaire parlementaire

Affaires traitées / Behandelte Geschäfte	Page / Seite
107. Approbation de l'ordre du jour	450
108. Communications du Bureau du Conseil de ville	451
109. Approbations des procès-verbaux (9 février 2012, 15 mars 2012, 26 avril 2012, 10 Mai 2012 et 7 juin 2012 / n ^{os} 2, 3, 4, 5, 6)	451
110. 20120268 Crêt-des-Fleurs / Nouveau pont au-dessus des voies CFF	451
111. 20120250 Stades de Bienne - Réalisation d'une centrale photovoltaïque / Crédit d'engagement.....	455
112. 20120254 Fourniture des repas aux écoles à journée continue par un tiers...	463
113. Motivation de l'urgence de la motion 20120308, Alain Nicati, Groupe Forum, "Trafic fluide au giratoire du Breuil"	473
114. Motion urgente interpartis 20120159, Max Wiher, PVL/Groupe culturel interpartis, "L'aula du campus comme salle d'événements"	480
115. Interpellation urgente 20120160, Daniel Hügli, Groupe socialiste, "Supprimer les privilèges fiscaux et garantir des recettes fiscales"	482
116. Motion 20120045, Pascal Fischer, PPB plus, "Taxes de stationnement excessives pour 30 minutes"	487
117. Motion 20120048, Roland Gurtner, Passerelle, "Réduire la pollution lumineuse et le gaspillage d'électricité"	490
118. Postulat 20120047, Christoph Grupp, Les Verts, "Tarifs de l'énergie à Bienne"	491
119. Postulat 20120049, Roland Gurtner, Passerelle, "Accroître la production de biogaz"	492
120. Postulat 20110409, Barbara Chevallier, PSR, "Bienne au cœur des sites palafitiques préhistoriques"	493

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Je vous souhaite une cordiale bienvenue à la 10^{ème} séance du Conseil de ville.

Vous trouvez sur vos tables:

- Amendement de la Commission de gestion (feuille blanche) et amendement du Groupe des Verts (feuille verte) concernant le point de l'ordre du jour 20120254 "Fourniture des repas aux écoles à journée continue par un tiers"
- Flyer de la Paroisse de Bienne, "Wie kommen wir aus den Krisen?"
- Liste des dates des séances du Conseil de ville 2013
- Enveloppe de l'Association "Ferme du soleil" avec une invitation pour les 30 ans de l'association, le vendredi 16.11.2012 ainsi qu'un livre "Geschichte eines kleinen Wunders"

Sur la table de l'huissier:

- PARLEMENT, Août 2012 – n° 2 – Bulletin d'information de la Société suisse pour les questions parlementaires

107. Approbation de l'ordre du jour

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Monsieur Pichard étant excusé ce soir, j'ai reçu une demande de report à la séance du mois d'octobre 2012 de l'interpellation interpartis 20110376, Alain Pichard, PVL, Claire Magnin, Les Verts, Pierre-Yves Grivel, Forum, "Risque de développement inégal des entités scolaires biennoises".

Monsieur Nicati a retiré son interpellation 20110377, "Circulation à Bienne".

Le Conseil municipal informe le Conseil de ville, par courriel de ce jour, qu'il retire l'affaire 20110328 "Révision du Règlement sur les structures d'accueil extrafamilial et du Règlement concernant le domaine scolaire".

En raison du retard de Monsieur Sutter, rapporteur de la Commission de gestion pour l'affaire 20120250 "Stades de Bienne - Réalisation d'une centrale photovoltaïque" et de Monsieur Moeschler, affaire 20120254, "Fourniture des repas aux écoles à journée continue par un tiers", nous traiterons dans un premier temps le prochain point de l'ordre du jour, l'affaire 20120268 "Crêt-des-Fleurs / Nouveau pont au-dessus des voies CFF".

L'ordre du jour est approuvé tacitement avec ces modifications.

108. Communications du Bureau du Conseil de ville

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Je vous rappelle, qu'une séance d'information concernant l'affaire 20120292 "Aménagement du secteur "Beau-Rivage" et du premier tronçon du chemin de Rive" aura lieu le mercredi 26 septembre 2012 à 18h00 et non pas à 17h00 comme annoncé préalablement. Cette affaire sera traitée au Conseil de ville à la séance du mois d'octobre 2012.

109. Approbations des procès-verbaux (9 février 2012, 15 mars 2012, 26 avril 2012, 10 Mai 2012 et 7 juin 2012 / n^{os} 2, 3, 4, 5, 6)

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Je n'ai reçu aucune proposition de modification dans le délai imparti, soit 5 jours avant la séance du Conseil de ville, je considère donc ces cinq procès-verbaux comme approuvés. La rédaction des procès-verbaux relatifs à la révision totale du Règlement de police a généré un surcroît de travail conséquent. C'est la raison pour laquelle j'adresse un merci tout particulier à Madame Klemmer et à ses collaboratrices.

Les procès-verbaux n^{os} 2, 3, 4, 5, 6 sont approuvés tacitement.

110. 20120268 Crêt-des-Fleurs / Nouveau pont au-dessus des voies CFF

Strobel Salome, GPK: Der Verkehr entwickelt sich rasanter als die Infrastruktur. So rollt heute ein beachtlicher Teil des Autoverkehrs auf einem Strassennetz, dessen bauliche Grundlagen auf das Zeitalter der Kutschen zurück gehen. Dem Bericht des Gemeinderats ist zu entnehmen, dass die bestehende Brücke am Blumenrain etwa 100 Jahre alt ist. In der Zwischenzeit haben sich die Anforderungen an eine Brücke stark verändert. 1910 gab es schweizweit gerade einmal 2280 Autos, mit der Elektrifizierung der Eisenbahnstrecken wurde gerade erst begonnen. Die heutige Zeit stellt andere Anforderungen an Brücken, das ist klar. Deshalb genügt die Tragfähigkeit der Blumenrainbrücke nicht mehr und die doppelstöckigen Züge der SBB können die Brücke mit reduzierter Geschwindigkeit passieren. Auch für FussgängerInnen ist die Brücke nicht zufriedenstellend, denn ein Trottoir gibt es nur auf der einen Seite. Die SBB möchten dieses Nadelöhr für den Doppelstockwagenverkehr möglichst rasch beseitigen. Deshalb sind sie bereit, den Kostenteiler so festzulegen, dass die Stadt nur knapp 40% der Kosten übernehmen muss. Das bedeutet bei Gesamtkosten von CHF 11'848'000.- ein Betrag von CHF 4,6 Mio. Zwischen den SBB und der Stadt wurde zudem vereinbart, dass es sich um einen Fixbetrag handelt. Dieser für die Stadt günstige Kostenteiler ist der Hauptgrund dafür, weshalb die Brücke heute und nicht erst nach Eröffnung des Ostasts neu gebaut werden soll. Es ist davon auszugehen, dass die SBB das Projekt nicht mehr zu solch vorteilhaften Konditionen umsetzen würden, wenn der Stadtrat heute Nein dazu sagt. Wird der Kredit abgelehnt, kann die Stadt zwar im Moment CHF 4,6 Mio. sparen. Längerfristig würden aber wahrscheinlich Mehrkosten entstehen. Während am Blumenrain ein Nadelöhr entschärft wird, entsteht während der Bauzeit bei der

Waldrainbrücke ein neues. Um den Verkehr während der Bauzeit so gut als möglich durch das Lindenquartier zu führen, die Zufahrt zur Klinik zu gewähren sowie die Anbindung an das Busnetz aufrecht zu erhalten, wurde ein Verkehrskonzept ausgearbeitet. Dieses liegt dem Bericht bei, der Stadtrat kann aber nicht darüber befinden. Die GPK ist bereit, die Verkehrsinfrastruktur im Lindenquartier für die Zukunft zu rüsten und empfiehlt, dem Kredit für die Blumenrainbrücke zuzustimmen.

Nicati Alain, au nom du Groupe Forum: Le Groupe Forum est d'avis que le remplacement de ce pont au Crêt-des-Fleurs ne sera pas facile. De plus, une déviation du trafic dans un quartier comme le quartier des Tilleuls, où le trafic est assez dense et où les chemins sont très étroits, semble être un exercice quelque peu hasardeux. Il n'est déjà pas évident, actuellement, de se déplacer dans le quartier des Tilleuls à certaines heures de la journée, car une partie du trafic de ce quartier débouche sur le giratoire du Breuil, qui se trouve sur la route de Madretsch. Ce giratoire est malheureusement construit sur un terrain en pente. De plus, le croisement des routes convergeant sur ce point ne se situe pas au centre du giratoire, ce qui provoque une "fausse" priorité aux véhicules, qui circulent de l'est vers l'ouest sur la route de Madretsch. L'accès à ce giratoire du Breuil, pour le trafic en provenance du quartier des Tilleuls, est donc rendu problématique, non seulement du fait de l'importance du trafic, mais également en raison de ce croisement de routes, qui n'est pas centré. Du fait de ce léger décalage vers l'arrière, à l'entrée de ce giratoire, les véhicules en provenance du quartier des Tilleuls doivent s'arrêter et attendre pour pouvoir s'engager dans le trafic. Ainsi, il conviendra certainement, surtout aux heures pointes de la journée, qu'un agent de police règle le trafic, afin de garantir la fluidité du trafic. Cette problématique ne figure néanmoins pas dans le rapport du Conseil municipal, qui est certainement parti de l'idée que ces questions de trafic ne concernent pas le Conseil de ville. Je suis cependant d'avis, que lorsqu'un problème de cette ampleur touche l'ensemble d'un quartier biennois, comme c'est le cas pour le quartier des Tilleuls, que ces modifications dans la circulation du trafic concernent également le Conseil de ville.

Une remarque en ce qui concerne la langue de rédaction de l'annexe 5 de ce rapport, soit l'allemand. Je pense qu'il aurait été judicieux, de pouvoir également disposer d'une traduction de cette partie du rapport en français.

La stratégie de déviation du trafic dans le quartier des Tilleuls a été étudiée par la Direction des travaux publics. J'ai personnellement fait le parcours cinq fois. Cette déviation semble réaliste. Reste qu'un point de ce parcours risque de poser problème. Il s'agit bien sûr de ce fameux giratoire du Breuil. Afin de m'assurer, que la Direction des travaux publics n'oublie pas ce détail important, je dépose une motion urgente, afin qu'une réponse à la question de trafic dans le giratoire du Breuil soit trouvée, avant de procéder à la déviation du trafic dans le quartier des Tilleuls.

Pour le reste, les conditions relatives au financement de ce projet sont intéressantes, puisque ce projet ne coûte que 4,6 mio. fr. à la Ville de Bienne, sur les 12 mio. fr. de frais de construction de ce nouveau pont. Le pont CFF au Crêt-des-Fleurs existe depuis des lustres dans l'état actuel et mérite d'être remplacé par un nouveau pont enjambant les voies ferrées. Le Groupe Forum vous recommande donc d'approuver ce crédit de 4,6 mio. fr., afin que la réalisation de ce projet puisse débuter telle que

prévue début 2013 et que le nouveau pont puisse être praticable d'ici une année et demie au plus tard.

Donzé Pablo, au nom du Groupe Les Verts: Un crédit d'engagement de 4,6 mio. fr. pour un nouveau pont, c'est cher, surtout dans la période austère actuelle. Mais c'est un bien pour un mal, puisque ce nouveau pont ne coûte effectivement pas trop cher à la Ville, qui reçoit plus de la moitié du financement de ce projet des CFF. Le Groupe des Verts salue l'amélioration significative prévue de la mobilité douce sur ce franchissement important, qui donne accès au quartier des Tilleuls et notamment aux écoles et à la clinique qui s'y trouvent. Le Groupe des Verts est d'avis, que les mesures transitoires dans le quartier des Tilleuls sont bien réfléchies et améliorent une situation de circulation dérangeante pour les habitants de ce quartier. C'est avec satisfaction, que notre groupe a pris connaissance de l'approbation du Conseil municipal du plan de mesures en matière de circulation lié à la construction du pont du Crêt-des-Fleurs. Le Groupe des Verts soutient la construction de ce nouveau pont et remercie le Conseil municipal de ce rapport, qui contient beaucoup d'informations réjouissantes.

Augsburger-Brom, Fraktion SP: Das vorliegende Geschäft teilt sich in drei Hauptteile auf: den Brückenbau, den Vertrag mit den SBB und die Verkehrsmassnahmen im Quartier. Die Verkehrsmassnahmen sind nicht Teil des heutigen Stadtratsbeschlusses. Trotzdem finde ich es erfreulich, dass der Langsamverkehr im vorliegenden Konzept wichtig genommen wird. So kann der sonst nur für FussgängerInnen vorgesehene Passerellenweg während der Bauzeit auch von Velofahrenden genutzt werden. So bleiben die Wege kurz und es besteht Hoffnung, dass trotz Bauarbeiten niemand auf das Auto umsteigt. Auch können FussgängerInnen die Blumenrainbrücke während der Bauzeit noch eine Weile weiterbenützen. Zum Vertrag mit den SBB: der ursprünglich vorgesehene Kostenteiler von 25% zu 75% machte mich persönlich zu Beginn misstrauisch, weshalb ich das Geschäft eingehender studierte. Die SBB sind Eigentümerin dieser Brücke und wollen sie für doppelstöckige Züge anheben. Mit der Quartieraufwertung und dem zweiten Trottoir auf der Brücke beinhaltet das Geschäft aber auch wichtige Anliegen der Stadt. Deshalb bin ich der Meinung, dass mit dem vorliegenden Vertrag eine gute Lösung vorliegt, zumal das Kostendach für die Stadt pauschal CHF 4,6 Mio. beträgt. Zum Brückenbau: Seit Jahren gilt auf der Blumenrainbrücke eine Gewichtsbeschränkung, die mit der Sanierung wegfallen würde. Auf eine diesbezüglich bessere Erschliessung des Quartiers wartet die Bevölkerung schon seit Jahren. Dadurch wird auch das Quartier aufgewertet. Die Stadt hat an der Realisierung dieses Projekts deshalb grosses Interesse. Die Fraktion SP stimmt dem Verpflichtungskredit zu.

Rindlisbacher Hugo, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Für die Fraktion SVP/Die Eidgenossen kommt die Erneuerung der Blumenrainbrücke etwa drei oder vier Jahre zu früh. Sicher hätte der Verkehr nach der Eröffnung des A5 Ostastes besser umgeleitet werden können. Aufgrund der Tatsache, dass die SBB zum jetzigen Zeitpunkt wesentlich mehr an das Projekt zahlen als vielleicht später, kann sich die Fraktion SVP/Die Eidgenossen mit dem Verpflichtungskredit aber einverstanden erklären.

Gurtner Roland, Passerelle: La réalisation rapide de ce nouveau pont CFF au Crêt-des-Fleurs est une bonne nouvelle pour tous les habitants du quartier de Madretsch. Je circule personnellement sur cette route régulièrement et je suis particulièrement heureux de la remise à neuf de ce pont qui est, dans son état actuel, peu praticable et dangereux pour les cyclistes et les piétons. Ce projet figure depuis plus de dix ans dans la planification des investissements de la Ville de Bienne. Néanmoins, il a fallu attendre que les CFF fassent pression sur le Conseil municipal, pour qu'enfin il se décide à réaliser ce projet de construction du nouveau pont CFF au Crêt-des-Fleurs. Le Conseil municipal peut ainsi saisir l'occasion d'accomplir sa promesse et améliorer la qualité de vie dans le quartier des Tilleuls. En effet, depuis dix ans des tractations ont lieu entre la guilde du quartier des Tilleuls et la Ville de Bienne, en vue d'améliorer les conditions de circulation en particulier. Le plan de mesures en matière de circulation annexé au rapport permet d'une part d'éviter tout dérangement occasionné par ces travaux dans le quartier et d'autre part d'améliorer la situation de circulation de manière durable après les travaux de construction du nouveau pont. Ce fait doit être salué en espérant que le Conseil municipal ne s'arrêtera pas là. C'est en effet l'occasion pour les directions municipales concernées de reprendre le dialogue avec les habitant(e)s du quartier des Tilleuls et réaliser davantage de mesures destinées à améliorer la sécurité et la qualité de vie dans ce quartier, comme par exemple la création de zones de rencontres. Les mesures d'accompagnement du projet de l'A5 devraient également permettre de réduire fortement le trafic parasite, qui règne dans ce quartier. Je félicite le Conseil municipal pour ce rapport consciencieux et en particulier pour son plan de mesures en matière de circulation détaillé, qui présente certainement la meilleure solution pour les habitant(e)s du quartier des Tilleuls et je recommande vivement l'approbation de ce projet.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich danke für die sehr gute Aufnahme dieses Geschäfts. Die Blumenrainbrücke ist ein imposantes Bauwerk und sollte der Kredit gesprochen werden, wird es in Biel eine Grossbaustelle mehr geben. In diesem Geschäft stellen sich kaum technische Fragen. Vielmehr gilt es zu klären, ob die Realisierung jetzt oder erst nach der Eröffnung des A5 Ostastes angegangen werden soll. Dieser politische Entscheid obliegt dem Stadtrat. Für den Gemeinderat war die Sachlage klar, die Fakten lagen auf dem Tisch. Er ist der Meinung, die Gelegenheit sollte jetzt ergriffen werden. Die Brücke ist das hässliche Entlein dieses Quartiers. Die Sanierung bedeutet also auch eine Quartieraufwertung. Die Brücke erfüllt ausserdem die Anforderungen nicht mehr und ist deshalb ein Sicherheitsproblem. So oder so muss die Brücke also demnächst saniert werden. Nun besteht eine gute Vereinbarung mit den SBB, durch welche die Stadt zu einem vernünftigen Preis zu einer Brücke mit allen Schikanen kommen könnte. Biel hat nicht viel Handlungsspielraum. Würde der Kredit heute Abend abgelehnt, können die SBB gestützt auf die Eisenbahngesetzgebung die Sanierung der Brücke rechtlich erwirken. Müsste das Bundesamt für Verkehr bestimmen, wer wieviel zu bezahlen hat, würde es für die Stadt weit schlechter aussehen. Ich gehe davon aus, dass die Stadt in diesem Fall 50% - 60% der Gesamtkosten übernehmen müsste. Der Gemeinderat hat insofern ausgenutzt, dass die SBB die Brücke möglichst rasch sanieren wollen. Nichts unternehmen hiesse in diesem Fall also nicht sparen, denn irgendeinmal muss die Stadt diese Investition tätigen. Mehr gibt es dazu nicht zu sagen. Ich glaube, es wird ein gutes und schönes Bauwerk. Die Baustelle wird aber eine grössere Sache sein, wobei die Bauzeit 18 Monate beträgt. Der Gemeinderat hat sich daher erlaubt, dem Stadtrat das von ihm bereits verabschiedete Verkehrskonzept ebenfalls bereits

zu unterbreiten. Dieses ist Bestandteil der Baubewilligung durch den Regierungsstatthalter und soll mittels Einbahnverkehr zur Quartierberuhigung und -aufwertung beitragen. Das Projekt ist vernünftig und realisierbar. Es gibt nicht 100 Lösungen. Ich bin die ganze Strecke mit dem Auto abgefahren. Es wird sicher möglich sein, die Baustelle zu passieren. Die Klinik Linde bleibt zugänglich und gewährleistet den Betrieb der Buslinie 6. Die Finanzierung ist ebenfalls geregelt. Es wäre also vernünftig, mit der Realisierung jetzt zu beginnen. Eine Verschiebung des Baustarts wäre unvorteilhaft. Herr Rindlisbacher meinte, es wäre besser gewesen, die Brücke erst nach der Eröffnung des A5 Ostastes zu sanieren. Wie heute in der Zeitung zu lesen war, wird dies aber erst 2017 der Fall sein. Die Stadt müsste also nochmals fünf Jahre warten, was ich gefährlich finde. Die Frage von Herrn Gurtner, ob im Lindenquartier noch weitere Verkehrsberuhigungsmassnahmen vorgesehen sind, betrifft mich nicht mehr, aber das Geschäft Bermenstrasse ist in der Pipeline. Die flankierenden Massnahmen sehen vor, dass diese nach Eröffnung des A5 Ostastes geschlossen werden soll. Das wird sicher zu einer Entlastung des Lindenquartiers führen, ist aber noch Zukunftsmusik.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 10 août 2012 concernant «Crêt-des-Fleurs / Nouveau pont au-dessus des voies CFF», et s'appuyant sur l'art. 39, al. 1, let. a du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête** par 45 OUI, 0 NON, 0 abstention, **sous réserve du référendum facultatif**:

1. Un crédit d'engagement de 4'600'000 fr. est octroyé pour la construction du nouveau pont au-dessus des voies CFF au Crêt-des-Fleurs.
2. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est expressément autorisé à procéder aux modifications de projet qui s'imposeraient ou s'avéreraient nécessaires, dans la mesure où elles ne changent pas de manière notable le caractère de l'ensemble. Il peut déléguer cette compétence à la direction responsable du projet.

111. 20120250 Stades de Bienne - Réalisation d'une centrale photovoltaïque / Crédit d'engagement

Sutter Andreas, GPK: Eingangs möchte ich mich für mein Zuspätkommen entschuldigen. Im vorliegenden Geschäft geht es darum, einen Kredit unter Vorbehalt des fakultativen Referendums für eine Photovoltaikanlage auf den Stades de Bienne zu genehmigen. Die GPK beantragt dem Stadtrat, diesem Geschäft zuzustimmen. Die GPK diskutierte eingehend. Die Photovoltaikanlage ist eine gute Sache und der Zeitpunkt kann nicht frei gewählt werden, wenn ein Beitrag aus der kostendeckenden Einspeisevergütung (KEV) beansprucht wird. Dieser Beitrag erfolgt nur, wenn rechtzeitig ein entsprechendes Gesuch eingereicht wird, was der Gemeinderat 2008 tat. Der Anspruch ist bis Ende 2013 limitiert. Nun muss somit ein Zeichen gesetzt werden, dass die Anlage tatsächlich gebaut werden soll. Wird der Kredit heute Abend angenommen, könnte auch das Gesuch verlängert werden. Das Geschäft ist also

nicht nur ein positives Zeichen für die Energiestrategie des ESB und der Stadt, sondern auch im Hinblick auf den Bau der Stades de Bienne. Wird heute über die Photovoltaikanlage auf dem Dach der Stades de Bienne befunden, kann ja das Volk davon ausgehen, dass die Stadien realisiert werden. Die Photovoltaikanlage befindet sich bekanntlich auf dem Dach des Eishockey-Stadions. Der Gemeinderat hat sich nicht dazu geäußert, ob der heutige Entscheid des Stadtrates allenfalls bereits eine Variante B präjudiziert. Das ist auch nicht nötig, denn das Fussballstadion ist ja offen und wäre für eine Photovoltaikanlage somit ungeeignet. Es geht um eine Fläche von 16'000 m², die mit Solarpanels bestückt werden könnte. Damit könnte 1 MW Leistung erzielt werden, was 950'000 kWh / Jahr entspricht. Die KEV würde CHF 0,246/kWh betragen. Damit komme ich zu einem zweiten Aspekt: Bei der voraussichtlich produzierten Strommenge gibt das einen Betrag von knapp CHF 250'000.- / Jahr. Die kostendeckende Einspeisevergütung (KEV) bezahlen die KonsumentInnen über ihre Stromrechnung. Wenn im Einflussgebiet des ESB Photovoltaikanlagen gebaut werden, fließt ein Teil dieses Geldes nach Biel zurück. Natürlich können aber auch Private KEV beanspruchen. Auf den Strommix-Preis hat die Photovoltaikanlage nur einen minimalen Einfluss von 0,09 Rappen/kWh. Das ist für die einzelnen BezügerInnen kaum spürbar, insbesondere da der ESB seine Tarife 2013 ja sowieso senkt und erst noch zertifizierten Strom als Standardprodukt anbietet. Aufgrund dieser Zahlen kommt die GPK zum Schluss, dass es im Hinblick auf den Bau der Stades de Bienne ein gutes Zeichen ist, über den Kredit für die Photovoltaikanlage heute zu befinden. Auch im Rahmen der Bieler Energiestrategie ist es ein gutes Zeichen, eine eigene Photovoltaikanlage zu realisieren. Die Belastung der einzelnen Haushalte und Gewerbebetriebe aufgrund dieser Anlage ist minim und durch dank der KEV fließt Geld in die Region zurück. Deshalb beantragt die GPK dem Stadtrat, den Kredit von CHF 4,88 Mio. zu genehmigen.

Rüfenacht Daphné, Fraktion Grüne: Ende Dezember 2007 stimmte die Bieler Bevölkerung mit dem Ja zu den Stades de Bienne auch der Nutzung der Dachfläche für Photovoltaik zu. Heute entscheidet der Stadtrat damit nur noch über die Finanzierung dieser Anlage. CHF 4,88 Mio. sind eine stolze Summe, die normalerweise eine Volksabstimmung erfordern würde. Da die ESB-Geschäfte aber sowohl beim Gemeinde- als auch beim Stadtrat höhere Finanzkompetenzen haben, kann der Stadtrat heute über diesen Kredit entscheiden. Die Fraktion Grüne freut sich über den Ausbau der regionalen, dezentralen und erneuerbaren Energieproduktion. Für drei wichtige Aspekte setzen sich die Grünen seit Langem ein: regional, dezentral, erneuerbar. Mit dem vorliegenden Geschäft würde sich der Stadtrat klar für die Photovoltaik aussprechen, nicht aber für die Stadien. Keine Sorge, ich starte keine Stadiendiskussion. Dazu hat der Stadtrat leider nichts mehr zu sagen. Die Antwort auf die Frage nach der Vermarktung steht noch aus. Es gibt sowohl für die KEV als auch für den direkten Absatz an die eigene Kundschaft gute Argumente. Zur KEV wurde bereits gesagt, dass das Projekt auf den Stades de Bienne förderungswürdig ist und die KEV-Beiträge Biel zufließen. Somit ginge die Stadt bei dieser Variante nur ein kleines finanzielles Risiko ein. Zudem werden die KEV-Beiträge von den Stromkonsumierenden finanziert. Salopp gesagt, fließt also ein Teil dieses Geldes zurück nach Biel. Hingegen ist der Vorteil des direkten Absatzes an die eigene Kundschaft, dass KundInnen des ESB den auf dem Dach der Stades de Bienne produzierten Solarstrom direkt beziehen könnten. Der Solarstrom wäre einfacher zu vermarkten, weil die Bevölkerung die Stadien und die montierte Solaranlage sieht. Photovoltaik könnte von der Stadt also auch besser vermarktet

werden. Ich bin überzeugt, dass der Absatz des Solarstroms mit einem direkten Verkauf zunähme. Das würde die Fraktion Grüne grundsätzlich sehr begrüssen. Sie ist sich aber auch bewusst, dass die Stadt bei dieser Variante das grössere finanzielle Risiko trägt. Die Fraktion Grüne stimmt dem Kredit für die Photovoltaik einstimmig zu.

Löffel Christian, Fraktion Forum: Photovoltaik ist als erneuerbare Energie eine gute Sache und wird daher heute auch von fast allen politischen Parteien begrüsst. Schön, dass Biel eine solche Dachfläche zur Verfügung steht! Spricht sich heute Abend der Stadtrat für die Photovoltaikanlage aus, sagt er auch ja zum Bau der Stadien, denn das eine gibt es ja nicht ohne das andere... Dies aber nur als Klammerbemerkung. Heute soll der Stadtrat knapp CHF 5 Mio. für ein noch nicht sichtbares Projekt sprechen, das aber voll der Energiestrategie entspricht, welche erneuerbare Energien verlangt. Knapp CHF 5 Mio. für 0,3% des gesamten Bedarfs an Elektrizität auf dem Gebiet des ESB! Was für ein Verhältnis! 16'000 m² für die Photovoltaik zur Verfügung stehende Dachfläche erzeugen nahezu keinen Strom! Trotzdem kostet die Elektrizität nahezu nichts mehr, sofern der ESB die Energie selber vermarktet - Herr Sutter hat es dem Stadtrat vorher eingehend erläutert. Ist es nicht ein wenig gewagt, soviel Geld für so wenig Nutzen? Trotzdem unterstütze ich das Projekt, weil es wichtig ist, die richtige Richtung einzuschlagen. Ich sage immer, dass es heute gilt, die Weichen so zu stellen, dass in absehbarer Zeit die Kernkraftwerke abgeschaltet werden können. Der Stadtrat muss hierfür die notwendigen finanziellen Mittel bereit stellen. Es ist also eine gute Sache.

Es geht aber weiter, ja man könnte schon etwas euphorisch werden: Mit öffentlichen Geldern wurde der Neubau der Firma Sputnik Engineering AG gefördert, damit sie in Biel bleibt. Hoffentlich bezieht die Firma ihren wunderbar ökologischen Neubau dann überhaupt, weil die ganze Branche unterdessen ja Mühe bekundet... SolarMax-Wechselrichter für diese Photovoltaik-Anlage werden also von der Bieler Firma Sputnik geliefert. Das passt und ist klar. Die Firma Meyer Burger AG könnte als Photovoltaik-Unternehmen zudem noch die Panels herstellen und liefern und die ganze Wertschöpfung verbliebe in der Schweiz. Leider ist dem nicht so! Und genau dies stört mich an diesem Geschäft. Muss nämlich ein solcher Auftrag öffentlich ausgeschrieben werden - und dies ist gemäss den Abklärungen von Frau Schwickert zwingend - können zwar die Parameter so gesetzt werden, dass der Preis nicht das alleine ausschlaggebende Kriterium ist, aber leider nützt das nichts. Vor kurzem hat erstinstanzlich ein Einsprecher im Zusammenhang mit einer solchen alleine auf dem Preis erfolgten Arbeitsvergabe für ein Schulhaus im Kanton Wallis Recht bekommen. Das Bundesgericht hat aber diesen Entscheid wieder umgestossen. Dies aber nur als kleine Klammerbemerkung. Die Stadt Biel kann sich also bemühen, die Vergabe so aufzugleisen, dass Bieler Wechselrichter verwendet werden. Die Wahrscheinlichkeit ist aber sehr gross, dass (wie bei der Uhr auf dem Zentralplatz) aus den Medien zu vernehmen sein wird, dass Komponenten aus China verwendet werden... Genau das stört mich! So sind aber die Gesetze nun mal, wenn auch wir Schweizer die einzigen sind, die diese auch ernst nehmen! Nach Italien kann beispielsweise die Firma Sputnik kaum mehr Wechselrichter liefern, weil Italien eigene Hersteller vorzieht. Die Schweiz ist aber zu fair und respektiert alle geltenden Regelungen haargenau. In diesem Fall unterstütze ich dies aber ganz klar nicht, denn es gilt, zu unseren Unternehmen und Arbeitsstellen zu schauen, zumal viel investiert wurde, um diese in der Region oder zumindest in der Schweiz halten zu können. Dies stört mich an diesem Geschäft, aber wie gesagt ist der Einfluss des Stadtrats nur sehr, sehr gering.

Es sei denn, man stelle sich die Frage, ob es einen anderen Weg gegeben hätte, eine solche Photovoltaikanlage zu erstellen. Solch grosse Flächen sind nämlich heutzutage auf dem Markt, beispielsweise bei Investoren, sehr begehrt. Hat Frau Schwickert, respektive ihre Direktion, geprüft, ob externe Investoren diese Fläche mieten möchten? Wäre es möglich gewesen, diesen die Fläche für eine bestimmte Zeit zu vermieten? Dies hätte für die Stadt wie auch die Investoren interessant sein können, denn Strom aus erneuerbaren Energiequellen wäre dennoch produziert worden. Im Bericht steht davon nichts. Sind also Abklärungen getroffen worden? Oder war von Anfang an klar, dass die Stadt investiert und der ESB die Anlage betreibt? Dieser Grundgedanke ist sicher nachvollziehbar und vermutlich richtig, aber manchmal ist es wichtig, das Augenmerk etwas auszuweiten.

Eine weitere Frage, die sich die Fraktion Forum stellte war, warum der Gemeinderat das Geschäft jetzt vorlegt. Bereits in vier Monaten wird der ESB selber entscheiden können, wo und in was er investieren will. Für uns ist dies nicht ganz nachvollziehbar und erweckt den Anschein, als müsse der Stadtrat das Geschäft noch rasch, rasch durchwinken. Davon gehe ich aus, da keine Argumente gegen erneuerbare Energien geäussert wurden. Dennoch: Warum jetzt und warum Geld für ein Projekt, das gar noch nicht klar ist? Der Stadtrat soll Carte Blanche erteilen. Bereits früher wurde ein solches Vorgehen im Stadtrat moniert. Das Vorgehen scheint mir nicht ganz nachvollziehbar, zumal es reichen dürfte, wenn der Verwaltungsrat des ESB im Januar entscheidet, das Projekt zu lancieren. Auf diese Monate käme es doch gar nicht an, oder?

Soviel zu meinen Fragen, auf welche ich gerne von Frau Schwickert noch eine Antwort hätte. Ansonsten stimmt die Fraktion Forum aber dem als Kostendach zu verstehenden Verpflichtungskredit zu.

Isler Peter, Fraktion SP: Die Voten zu diesem Geschäft sind sehr interessant. Grundsätzlich befürworten sämtliche Parteien die Installation einer Photovoltaikanlage auf den Dachflächen der Bieler Stadien. Das Ziel, das mit dem vorliegenden Projekt verfolgt wird, gewichtet aber jede Partei anders. Herrn Löffels und Frau Rüfenachts Ausführungen sind sehr aufschlussreich. Die Fraktion SP ist mit dem Stadienneubau ebenfalls einverstanden. Hinsichtlich der kostendeckenden Einspeisevergütung (KEV) kann man sich - nicht nur bielspezifisch, sondern schweizweit gesehen - kritische Gedanken machen. Wie Herr Löffel in seinem Votum richtig darlegte, sind Investitionen von CHF 4'880'000.00 für jährlich 950'000 kWh tatsächlich ineffizient. Das Projekt Stromproduktion aus erneuerbaren Energien lässt sich aber nur mit Staatssubventionen realisieren, das Ziel ist ja, sie zu fördern. Die Stromkosten sind relativ hoch, können aber über das Instrument KEV des Bundes reduziert werden. Ich persönlich bin für eine Direktvermarktung, was aber bedeutet, dass ESB-Kunden die relativ hohen Stromkosten selber zu tragen hätten. Läuft das Projekt über den Bund, werden die Kosten aufgeteilt. Bei vorliegendem Projekt fällt dies wegen der geringen Strommenge nicht ins Gewicht. Wie bereits erwähnt, würde ich eine Direktvermarktung des Stroms durch "unseren" ESB (obwohl ausgelagert) bevorzugen. In Bezug auf die von mir angesprochene Ineffizienz können zum Vergleich auch andere erneuerbare Energieproduktionen herangezogen werden. Man kann sich fragen, was beispielsweise ein Wasserkraftwerk kostet und welche Kosten das Kraftwerk Taubenlochschlucht verursachte. Dieses produziert mit 1,7 Mio. kWh

übrigens doppelt so viel Strom wie die Solarpanels auf dem Dach der Bieler Stadien! Es gibt noch weitere Möglichkeiten, wie der Betrieb von Gasturbinen in der ARA. Das Gas wird durch den verwerteten Schlamm gewonnen. Übrigens liefern die Gasturbinen (welche CHF 1,3 Mio. kosteten) 1,8 Mio. kWh. Gerade weil der ESB ein eigenständiges Unternehmen ist, finde ich es wichtig, sich Gedanken darüber zu machen, in welche erneuerbaren Energieformen er investieren soll. Die Fraktion SP stimmt dem vorliegenden Projekt zu.

Güntensperger Nathan, Fraktion GLP: Die Fraktion GLP ist dem Projekt gegenüber nicht ganz so skeptisch eingestellt, wie anderen Voten zu entnehmen war. Sie ist vielmehr davon überzeugt, dass die Sicherheitsdirektion richtig handelt und wertet den Antrag für einen Verpflichtungskredit für die Photovoltaikanlage auf den Dachflächen der Bieler Stadien aus folgenden Gründen als dreifach positiv: Der Antrag deutet darauf hin, dass der Stadienbau nun endlich in die Realisierungsphase gelangt. Dank der Verzögerung des Stadienbaus und sinkender Preise für Photovoltaikanlagen kann heute gegenüber der Investitionsplanung CHF 1 Mio. eingespart werden, was niemandem aufgefallen ist. Mit der Anlage wird Biel für eine kurze Zeitspanne schweizweit über das grösste Photovoltaik-Kraftwerk verfügen. Aus diesem Grund ist es auch am Gemeinde- und Stadtrat, heute ein Zeichen zu setzen und der Bevölkerung aufzuzeigen, dass der beschlossene Atomstromausstieg in Biel nicht nur ein Lippenbekenntnis ist. Mit Projekten wie dem vorliegenden kann das Parlament die Bevölkerung für das Unterfangen atomstromfreie Schweiz und atomstromfreies Biel gewinnen. Die Fraktion GLP dankt dem Gemeinderat für das gute Geschäft und bittet sämtliche Fraktionen um Zustimmung.

Sutter Andreas, Fraktion BVP: Ich spreche nun im Namen der Fraktion BVP und möchte noch ein weiteres Zahlenbeispiel anfügen. Herr Isler, ich bin dem Projekt gegenüber nicht ganz so skeptisch eingestellt wie Sie. Ich werte es positiver, möchte aber darauf hinweisen, dass diese Photovoltaikanlage nur 0,3% des Jahresstrombedarfs der Stadt liefern wird. Für eine vollumfängliche Deckung des Bieler Stromverbrauchs wären also 300 solcher Anlagen nötig! Das AKW Mühleberg erbrachte ursprünglich eine Leistung von 300 MW, die nachträglich noch um 10% erhöht wurde. Für den Ersatz dieses AKWs bräuchte es also 300 Photovoltaikanlagen in der auf den Bieler Stadien geplanten Grösse. Positiv hingegen sind die Kosten von rund CHF 5 Mio.. Daraus schliesse ich, dass für eine Produktion von 300 MW rund CHF 1,5 Mia. nötig wären. Ein neues AKW könnte niemals zu diesen Konditionen gebaut werden. Ich wage gar zu behaupten, dass ein solches heute das Doppelte oder Vierfache kosten würde. Es steht aber kein Neubau eines AKWs zur Diskussion. Deshalb ist der Vergleich auch nicht unbedingt relevant. Beim vorliegenden Projekt ist die Produktionsmethode günstig, wenn man bedenkt, was die Alternativen kosten würden. In diesem Sinne kann heute mit gutem Gewissen dem beantragten Kredit zugestimmt werden.

Isler Peter, Fraktion SP: Selbstverständlich ist die Fraktion SP damit einverstanden, dass das Projekt realisiert wird. Es gibt gar keine andere Möglichkeit. Ich wollte dem Parlament lediglich mit Vergleichen aufzeigen, in welche erneuerbare Energieformen als erstes investiert werden sollte. Wichtig finde ich auch Folgendes: würde der Strompreis die Kostenwahrheit ausdrücken, also die wirklichen Kosten der Kernenergie inklusive Bau und Rückbau eines Kernkraftwerkes sowie die Lagerung von radioaktiven Abfällen, wäre Atomstrom massiv teurer als die für den

Photovoltaikstrom veranschlagten 30 Rappen pro kWh. In diesem Sinn kann ich Herrn Sutters Votum unterstützen.

Sermet-Nicolet Béatrice, PSR: Personnellement, je suis heureuse de constater qu'une centrale photovoltaïque verra le jour à Bienne et j'y souscris complètement. Certaines questions se posent toutefois:

- Quelle est la provenance de ces panneaux?
- Ces panneaux seront-ils produits conformément aux critères de durabilité et de qualité?

Comme rapporté dans la presse, ces équipements présentent certaines différences notables de qualité. Dès lors, la question qui se pose est de connaître les critères mentionnés dans l'appel d'offre, afin d'avoir l'assurance qu'une telle centrale répond véritablement aux exigences de durabilité. Je me suis également demandée, si le plafond de frais pour le projet global, que le Conseil municipal mentionne, pourra être maintenu, sachant qu'il existe encore quelques zones d'ombre dans ce dossier. J'aimerais que la Directrice de la sécurité réponde à cette question.

Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin: Zuerst möchte ich mich für die gute Aufnahme des Geschäfts bedanken, es scheint an und für sich nicht bestritten zu sein. Im Gegenteil, die Freude ist gross. Auch meine Freude ist gross. Nun können Nägel mit Köpfen gemacht werden, der Atomausstieg bleibt kein Lippenbekenntnis. Dieses Projekt zeigt, dass es möglich ist, lokal die Produktion erneuerbarer Energie zu erhöhen. Für die Realisierung dieser Photovoltaikanlage sind die Stadien unabdingbar. Nur ein Dach und nichts darunter nützt niemandem. Die Photovoltaikanlage kann auch nicht ebenerdig gebaut werden, denn sie bedingt die Stadien darunter. Da HRS weiter plant und bereits Arbeiten vergibt, geht der Gemeinderat davon aus, dass es nun vorwärts geht und bald mit dem Baubeginn gerechnet werden kann. Sicher ist das aber erst, wenn der Spatenstich erfolgt oder - noch besser - die Stadien erstellt sind. Vieles deutet aber darauf hin, dass es vorwärts geht. Das ist mithin auch ein wichtiger Grund, dieses Geschäft jetzt im Stadtrat zu traktandieren, zumal dieser Entscheid ab nächstem Jahr alleine dem ESB Verwaltungsrat obliegt. Der Gemeinderat möchte aber frühzeitig und mit Zustimmung des Stadtrates mit HRS über Anliegen wie Statik und ähnliches diskutieren können. Dies nicht zuletzt auch im Hinblick auf die geplante Photovoltaikanlage. Können diese Anliegen bereits heute berücksichtigt werden, sollte verhindert werden, dass später Folgekosten aufgrund von Projektänderungen auf die Stadt zukommen. Es ist ganz wichtig, den ESB bereits heute in die Verhandlungen einzubeziehen, damit er als Partner auftreten kann. Ein weiterer Grund für die heutige Behandlung dieses Geschäfts ist die kostendeckende Einspeisevergütung (KEV). Herr Sutter führte - namens der GPK - die Bedingungen für deren Auszahlung sehr gut aus. Der Stadtrat hat im letzten Dezember den Atomausstieg beschlossen. Die Photovoltaikanlage leistet einen Beitrag dazu. Nächsten Monat folgt die Eigentümerstrategie des ESB. Ich kann vorweg nehmen, dass der Gemeinderat aus strategischen Überlegungen vorschlägt, lokale vor regionale, regionale vor nationale und nationale vor internationale Produktion zu stellen. Im Gegensatz zu anderen Elektrizitätswerken, die sich meist mittels zweistelliger Millionenbeträge im Ausland Anteile an Windparks oder ähnlichen Anlagen kaufen, wird dies nicht das prioritäre Ziel des ESB sein. Wie Frau Rüfenacht sagte, ist die Photovoltaikanlage auf den Stadien ein schönes Beispiel dafür. Es wird eine sicht- und vorweisbare Anlage sein. Die Erfahrungen aus den Wasserkraftwerken Taubenloch und Hagneck zeigen, dass dies sinnvoll ist, denn

so erfährt die Bevölkerung direkt, wo und wie der von ihr konsumierte Strom erzeugt wird.

Es wurden Fragen zur KEV gestellt. Herr Sutter nannte sogar eine Zahl, wie hoch dieser Beitrag ausfallen könnte. Diese Zahl ist mit Vorsicht zu geniessen. Auch im 2012 wurden die Voraussetzungen für die Auszahlungen der KEV vom Bundesrat wieder geändert. Es ist also nicht so klar, wie dies inskünftig aussehen wird. Klar ist hingegen, dass immer weniger vergütet wird, u.a. deswegen, weil die Investitionskosten für solche Anlagen sinken. Herr Güntensperger sagte, vielleicht würde mit der Erstellung der Anlage besser noch etwas zugewartet. Vor ungefähr drei Jahren wurden die Kosten für die Photovoltaikanlage ein erstes Mal berechnet. Bis heute haben sie um CHF 1 Mio. abgenommen. Vielleicht würden sich die Kosten bei noch längerem Zuwarten tatsächlich noch weiter verringern, aber die Anlage ist bereits heute sehr günstig. Da sie sehr gross ist, kann sie auch wirtschaftlich betrieben werden. Bei den berechneten 30 Rappen pro kWh Gestehungskosten handelt es sich um einen sehr guten Preis. Die Photovoltaikanlage auf den Stades de Suisse wurde 2008 fertig gestellt. Damals betragen die Gestehungskosten noch 80 Rappen pro kWh! Das ist eine merkbare Differenz. KonsumentInnen von zertifiziertem Photovoltaikstrom zahlten in Biel noch im 2012 80 Rappen pro kWh. Nun kann dieser Preis per 2013 auf 39 Rappen pro kWh gesenkt werden. Mit der neuen Anlage wird es möglich sein, diesen Strom noch günstiger zu verkaufen. Sie ist also noch wirtschaftlicher und sicher eine gute Sache.

Herr Isler fragte, wie die Kosten für das Wasserkraftwerk Taubenloch aussehen. Das kann ich ad hoc nicht beantworten. Das Kraftwerk Taubenloch stellt zertifizierten Ökostrom her. Die Stromkosten enthalten auch die Aufwände für die Zertifizierung und den entsprechenden Fonds. Für die Photovoltaikanlage wäre dies nicht der Fall, ich kläre dies aber ab und informiere später noch darüber. Bei der Wasserkraft wird mit Gestehungskosten von ungefähr 10 Rappen pro kWh gerechnet, bei einer wirtschaftlichen Windanlage mit solchen von 15 Rappen pro kWh und bei der Photovoltaikanlage wie gesagt mit 30 Rappen pro kWh. Wie bereits die Beantwortung der Interpellation 20110091, Nathan Güntensperger, GLP, «Solarfläche zur Deckung des Stromverbrauchs der Stadt Biel» zeigte, kann sicher nicht der ganze Atomausstieg über Photovoltaikanlagen kompensiert werden. Es braucht einen Mix von verschiedenen Technologien. Die Photovoltaik kann aber einen wichtigen Beitrag dazu leisten, insbesondere mit einer solch guten und grossen Anlage. Dies bestätigten auch ein wenig die von Herrn Löffel angestellten Berechnungen. Er hat recht, in Bezug auf den gesamten Stromverbrauch der Stadt Biel kostet die Produktion dieser relativ kleinen Strommenge viel Geld. Sie leistet aber nichtsdestotrotz einen Beitrag.

Nun zur vielleicht bitteren Frage der Arbeitsvergabe. Auch ich habe mich erkundigt, ob abgesichert werden könnte, dass für die Erstellung der Photovoltaikanlage zumindest europäische Produkte verwendet würden. Es ist klar, dass nicht ein bestimmtes Unternehmen favorisiert werden kann, denn dies widerspricht den gesetzlichen Vorgaben. Aber vielleicht könnte umgangen werden, dass chinesische Produkte eingesetzt werden. Herr Löffel und Frau Sermet haben zu Recht erwähnt, dass bei der Ausschreibung der Arbeiten gewisse Punkte wie beispielsweise die Qualität, der Anfahrtsweg oder Servicedienstleistungen unterschiedlich stark gewichtet werden könnten. Insofern könnten also auch qualitative oder ökologische

Kriterien berücksichtigt werden. Massgeblich ist, dass diese Kriterien und deren Gewichtung für alle Offerierenden von Anfang an klar ersichtlich sind. Nur dann ist die Zuschlagsverfügung nicht oder zumindest weniger anfechtbar. Nicht möglich ist es aber, in einem laufenden Ausschreibungsprozess die Kriterien zu verändern. Zu Beginn der Ausschreibung können also durchaus Kriterien festgelegt werden. Der Ausschreibende kann aber dennoch keine Versprechen abgeben, wer den Zuschlag erhält. Diese Möglichkeiten werden sicher auch ausgeschöpft werden.

Herr Löffel fragte weiter, ob sich der Gemeinderat auch andere Szenarien überlegt habe. Die Stadt muss ja nicht zwingend zusammen mit dem ESB bauen. Diese Überlegungen hat sich der Gemeinderat tatsächlich gemacht. Er suchte aber nicht gezielt nach anderen Investoren, weil er die Vorteile für eine Beteiligung der Stadt sieht. Es gab aber einen Interessenten und ich gehe davon aus, dass sicher jemand hätte gefunden werden können, der auf diesem tollen, grossen Dach ebenfalls wirtschaftlich Photovoltaikstrom hätte produzieren wollen. Das wollte der Gemeinderat aber bewusst nicht, denn in der Strategie des ESB steht, dass die Eigenproduktion erhöht werden soll. Damit soll eine gewisse Unabhängigkeit von Vorlieferanten erreicht werden. Die Stadt ist also nicht daran interessiert, ein solches Filetstück an Dritte abzugeben, die dann auch noch von der KEV profitieren würden.

Damit habe ich alle gestellten Fragen beantwortet. Ich danke für die Unterstützung. Es ist schön, dass nun quasi zum Schluss der städtischen Abteilung ESB noch ein solch tolles Investitionsprojekt vorliegt. In Zukunft wird der Verwaltungsrat der öffentlich-rechtlichen Anstalt ESB über solche Projekte entscheiden können. Ich finde es super, dass der Stadtrat heute noch die Gelegenheit erhält, über ein solch lokales, dezentrales und erneuerbares Projekt zu befinden.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 6 juillet 2012 concernant «Stades de Bienne – Réalisation d'une centrale photovoltaïque / Crédit d'engagement», et s'appuyant sur l'art. 39, al. 1, let. a en relation avec l'art. 14, al. 1 let. a du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête** par 44 OUI, 1 NON, 0 abstention, **sous réserve du référendum facultatif**:

1. Un crédit d'engagement de 4'880'000 fr. (plafond de frais) est octroyé pour la réalisation d'une centrale photovoltaïque sur les « Stades de Bienne ».
2. Tout dépassement de crédit consécutif au renchérissement est d'ores et déjà approuvé.
3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est expressément autorisé à procéder aux modifications de projet qui s'imposeraient ou s'avéreraient nécessaires, dans la mesure où elles ne changent pas de manière notable le caractère de l'ensemble. Il est en outre habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable.

112. 20120254 Fourniture des repas aux écoles à journée continue par un tiers

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: J'ai une remarque concernant la proposition d'amendement de la Commission de gestion. Ce crédit de 600'000 fr., respectivement ces dépenses ne sont pas soumises au référendum facultatif. Il faut dès lors biffer "*sous réserve de référendum facultatif*" dans le projet d'arrêté.

Rüfenacht Martin, GPK: Essen ist etwas Hochemotionales. Trotzdem versuchte die GPK, dieses Geschäft sachlich und realistisch zu beurteilen. Dies einerseits aus Respekt gegenüber den Mitarbeitenden, die in den Tagesschulen tagtäglich dieses Essen zubereiten und andererseits aus Respekt vor dem Stadtrat. Seit Sommer 2009 sind die Gemeinden im Kanton Bern dazu verpflichtet, Tagesschul-Angebote zur Verfügung zu stellen, die der Nachfrage entsprechen. Das Mittagessen ist dabei ein zentrales und wichtiges Element. Ursprünglich wurde das Essen in den Kindertragesstätten und Tagesschulen selber hergestellt. Heute ist das aus verschiedenen Gründen nicht mehr möglich. In Biel gibt es heute 16 Tagesschulen, in dreien wird zurzeit noch selber gekocht. Mit zunehmender Nachfrage wurden die Kapazitätsgrenzen der Küchen erreicht. Aktuell werden pro Jahr beispielsweise an der Tagesschule Plänke 13'100, in der Linde 6'360, im Schulhaus Post 9'010, im Tournesol 5'030 und im Schulhaus Dufour 13'500 Mahlzeiten benötigt. Im Ganzen werden also alljährlich 47'000 Mahlzeiten geliefert. Eine Erweiterung des Angebots in Bözingen mit 7'800 Mahlzeiten ist geplant. In den nächsten Jahren ist eine weitere jährliche Zunahme von fast 10'000 Mahlzeiten zu erwarten. Die Prognose für die kommenden 3 Jahre sieht einen Zuwachs von gesamthaft bis zu 27'300 Mahlzeiten vor. Die Kapazitäten der Tagesschulen sind somit erreicht, denn diese sind nicht mit Produktionsküchen ausgerüstet. Seit 2010 besteht ein Liefervertrag mit der Firma SV Service. Der jährlich steigende Bedarf an Mahlzeiten führte dazu, dass hierfür nun ein ordentliches Ausschreibungsverfahren durchgeführt werden muss. Es stimmt, dass ortsinterne Lösungen gesucht wurden. Leider aber wurden keine gefunden. So wurden beispielsweise die Altersheime angefragt. Diese Institutionen sind aber zu wenig beweglich, um bei wechselndem und teils steigendem Angebot mit der nötigen Flexibilität reagieren zu können. Ich denke dabei an die Schulferien, an Abwesenheiten wegen Lagern oder spontane Ausflüge. Weil weniger Mahlzeiten benötigt würden, müssten in diesen Fällen Mitarbeitende zu Hause bleiben. Aber auch der Preis und die Menge sind ausschlaggebend. Um für CHF 4.99 eine hochwertige Mahlzeit zubereiten zu können, braucht es eine entsprechende Infrastruktur, Administration und Professionalität. Ein weiterer Aspekt ist die Einführung der Blockzeiten, welche eine Staffelung der Essensvorbereitung oder der Mahlzeitenabgabe verunmöglicht. Blockzeiten bedeuten, dass praktisch alle Mahlzeiten zur gleichen Zeit serviert werden müssen. Das hat zur Folge, dass der Einbezug der Kinder bei der Zubereitung der Mahlzeiten heute nicht mehr möglich ist.

Ein paar Worte zur kalten Linie. Hat sie sich bewährt? Ja. Warum? Heute müssen mehr Anforderungen an die Gesundheit (Stichwort Allergien), aber auch religiöse und kulturelle Aspekte berücksichtigt werden als früher. Die abgegebenen Mahlzeiten müssen diesen Anforderungen gerecht werden. Die vorgekochten und pasteurisierten Mahlzeiten werden in grossen Kühlschränken gelagert und in entsprechend grossen Steamern aufgewärmt. Dadurch wird auch eventueller Abfall minimiert. Es ist nicht wie im Skilager, wo es früher am Donnerstag und Freitag nur noch den Wochenrückblick gab. An den Tagesschulen wird von Montag bis Freitag Essen in

guter Qualität angeboten. Beispielsweise werden Beilagen wie Gemüse getrennt geliefert, so dass die Karotten nach Karotten und die Kartoffeln nach Kartoffeln schmecken und nicht alles nach einem Eintopf. Ein solcher kann zwar manchmal gut sein, jeden Tag wäre er aber langweilig. Die Erfahrungen der Mitarbeitenden sind gemäss Bildungs-, Sozial- und Kulturdirektion (BSK) durchwegs positiv. Alle Erzeugnisse, ob Poulet, Schweine- oder Rindfleisch oder Gemüse können bis zum Produzenten zurückverfolgt und geprüft werden. Sie unterliegen strengen Vorgaben. Dass die kalte Linie und die Produzenten nicht in Biel sind, mag befremdend wirken. Das ist der GPK klar. Zurzeit gibt es in der Nähe aber keinen geeigneten Produzenten, der diesen Lieferdienst wie gewünscht erbringen könnte. Ob das eigene Essen zu Hause immer besser ist, stellt die GPK in Frage... Stimmt das wirklich? Und muss es immer Bio sein? Ist alles, was nicht Bio ist, giftig oder schädlich? Die GPK ist der Meinung, dass das Essen zu Hause bei 47'000 Mahlzeiten nicht immer besser ist. Die Mahlzeiten der Tagesschulen werden kontrolliert. Sie sind gut, ausgewogen und kindergerecht. Der Liefervertrag ist mit dem Unternehmen SV Service für drei Jahre abgeschlossen worden, um eine gewisse Flexibilität zu wahren. Er wird von Zeit zu Zeit überprüft. Aus Kostengründen sollte das nicht unbedingt jährlich sein. Eine Überprüfung kann aber durchaus alle drei oder vier Jahre Sinn machen, so wie auch andere Verträge laufend überprüft und entsprechend aufgelöst werden können, wenn sich ein besseres Angebot aufdrängt. Die Kosten der Mahlzeiten sind im Budget berücksichtigt.

Die GPK ist grundsätzlich mit dem Gemeinderat einig, **beantragt aber, den Beschlussesentwurf gemäss Tischvorlage aufzusplitten** und anders darzustellen. Ich möchte das kurz vorlesen. Einerseits sollte die Einleitung des Beschlussesentwurfs präziser formuliert werden. So soll Artikel 39 Abs. 1 Buchstabe e mit "**der Stadtordnung**" ergänzt werden. Wie die Stadtratspräsidentin bereits erwähnte, muss der Zusatz "in Verbindung mit Art. 14 Abs. 1 Bst. b unter Vorbehalt des fakultativen Referendums" entgegen der Tischvorlage jedoch nicht eingefügt werden. Die Ausgaben von CHF 600'000.- sind zudem nicht als Kostendach zu verstehen, sondern als gesetzliche Vorgabe. Nach Ansicht der GPK sollte in Ziffer 1 des Beschlussesentwurfes die Vergabe an Dritte geregelt werden, weshalb sie folgende Formulierung vorschlägt (Tischvorlage): "*...Lieferung der Mahlzeiten für die Tagesschulen der Stadt Biel an Dritte ein Privatunternehmen zu delegieren.*" Zudem soll der zweite Satzteil separat, in einer neuen Ziffer 2 geregelt werden, dieser lautet demnach neu: "**Die damit verbundenen Ausgaben dürfen CHF 600'000 pro Jahr nicht überschreiten.**" In der neuen Ziffer 3 (ehemalige Ziffer 2) des Beschlussesentwurfes beantragt die GPK schliesslich, den ab 2013 gültigen Namen der zuständigen Direktion zu verwenden, also "*Der Gemeinderat kann diese Kompetenz an die **Direktion Bildung, Kultur und Sport delegieren**.*"

Linder Fiorella, Fraktion Forum: Die Fraktion Forum ist mit dem Vorschlag des Gemeinderats, die Zubereitung und Lieferung der Mahlzeiten für die Tagesschulen an einen Dritten zu delegieren, grundsätzlich einverstanden. Sie unterstützt den Änderungsantrag der GPK in allen drei Punkten. Ein zeitlich begrenzter Vertrag verschafft der Stadt Evaluationsmöglichkeiten und entsprechenden Handlungsspielraum, um auf Bedürfnisse und Qualitätsansprüche Einfluss zu nehmen. Er erlaubt auch eine gewisse Flexibilität. Mahlzeiten sind ein zentrales Element der Tagesschulen geworden. Der Fraktion Forum ist es wichtig, dass die Kinder in den Genuss einer ausgeglichenen und gesunden Ernährung kommen. Sie

ist die Grundlage für eine gute und gesunde Entwicklung des körperlichen und seelischen Wohlbefindens unserer Kinder. Das Essen soll nicht billig sein, aber das Preis-Leistungs-Verhältnis sollte dennoch stimmen.

Magnin Claire, au nom du Groupe Les Verts: Le thème soulevé ce soir dans ce rapport est très important. Il est, en effet, question d'externaliser une partie des repas servis dans les écoles à journée continue. Personnellement je suis d'avis, que ni le Conseil de ville et ni la population ne sont vraiment à l'aise avec cette solution et ceci malgré tous les rubans et les papiers cadeaux dont elle est entourée. Il s'agit d'une livraison de repas en liaison froide du "SV Group". Une alimentation industrielle livrée deux fois par semaine dans des emballages plastiques, voilà la froide réalité de cette externalisation! L'entreprise "SV Group" explique sur son site internet, que les menus qu'elle livre sont développés par l'entreprise, mais qu'ils sont produits sous mandat par la société "Orior Menu SA-Le Patron". Le Conseil municipal n'indique aucune autre solution dans son rapport, que celle d'externaliser une partie des repas. Pour l'année scolaire 2011/2012, 47'000 repas ont été achetés et servis dans les écoles à journée continue par "SV Group". Ce chiffre est en effet impressionnant, mais si le calcul du nombre de repas est fait quotidiennement pendant les 38 à 40 semaines d'école, cela donne entre 230 et 240 repas servis par jour en Ville de Bienne. Voilà un chiffre un peu plus humain. Est-ce donc impossible de confectionner 230 à 240 repas par jour à Bienne? Les coûts d'aménagement d'une cuisine (frais de personnel et frais de produits) n'a jamais été thématiqué.

Le Groupe des Verts plaide pour une prise au sérieux de la responsabilité de la Ville vis-à-vis des enfants biennois et pour une prise de décision en toute connaissance de cause et de tous les éléments pertinents pour cette prise de décision. C'est la raison pour laquelle, le Groupe des Verts a déposé une proposition d'amendement qui se trouve sur vos tables (feuille verte). Notre groupe tient à ce que les enfants aient à manger l'année prochaine, mais ne désire pas poursuivre sans un débat de fond préalable cette externalisation des repas durant les quatre à cinq prochaines années, selon les propos de Monsieur Walter, responsable du Département Écoles&Sport, dans la presse de hier. **Le Groupe des Verts vous propose donc un amendement, afin que ce contrat d'externalisation avec la société "SV Group" ne soit signé que pour deux ans.** Ce délai permettra au Conseil municipal de soumettre un rapport complet au Conseil de ville sur les coûts et les modalités de ces livraisons de repas. Le Groupe des Verts souhaite notamment avoir une proposition d'une solution indigène, par rapport à la solution de contrat avec "SV Group". Je suis persuadée, que c'est une manière responsable de poursuivre le développement des structures d'accueil extra-scolaires, tant au niveau de la quantité de places disponibles, que de la qualité des prestations. Je vous demande donc de soutenir la proposition d'amendement du Groupe des Verts.

Sermet-Nicolet Béatrice, au nom du Groupe socialiste: C'est la semaine du goût. C'est la semaine où on a envie de se faire plaisir, de se préparer de bons petits plats, des saveurs nouvelles! L'ancien président français, François Mitterrand, le savait bien puisqu'il avait demandé une cuisinière privée du Périgord, qui lui concoctait de bon petits plats! Tout ce qui touche à la nourriture est sensible, car cela touche aussi à la culture, à l'intimité des familles, à la santé, au bien-être et à la subjectivité, voire même à l'identité. Il n'y a pas une seule vérité dans ce domaine! Il y a autant de vérités qu'il y a d'individus! Cela a été dit plusieurs fois ce soir. Il s'agit d'un sujet très

émotionnel et je suis sûre, que tous les membres du Conseil de ville, ce soir, souhaitent offrir aux enfants de cette Ville les meilleurs repas, au prix qui puisse être payé par les familles.

Certains doutes ont été exprimés quant à la pertinence de l'externalisation de la production des repas servis dans les écoles à journée continue:

- La qualité et la fraîcheur sont-elles garanties?
- L'emballage pose-t-il problème?
- Le transport et l'entreposage sont-ils acceptables?
- Il ne faut pas non plus oublier la question du goût!

Le Groupe socialiste a longuement discuté de cette question et de ce rapport lors de sa séance de groupe. Il a constaté, après avoir également participé à la séance d'information organisée par la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture (FPC), que l'entreprise choisie par le Conseil municipal garantit une qualité des repas, qui ne pourrait pas être forcément meilleure, si ces repas étaient produits sur place. Croyez-moi, j'en ai fait l'expérience lorsque j'étais encore à la tête d'une école. Nous avons un restaurant scolaire, qui a subi de multiples contrôles et qui devait sans cesse remettre en question sa production, pour satisfaire à la qualité des repas. Les productions de la société "SV Group" sont soumis à des contrôles de qualité sérieux et ses productions sont adaptées à l'âge des enfants.

La FPC a dû agir dans des délais très brefs pour satisfaire à une augmentation de la demande et l'alternative proposée ce soir par le Conseil municipal est financièrement supportable pour les familles. De plus, les écoles à journée continue jouissent d'une certaine liberté en matière d'aménagement des menus et peuvent même procéder à des achats de produits frais sur place, tels que des fruits, des légumes ou du pain. Certes, ce contrat va durer trois ans et notre groupe est d'avis, qu'il faudra procéder, pendant cette durée, à une enquête de satisfaction, afin de voir si des mécontentements sont exprimés et si les consommateurs ainsi que les responsables des écoles à journée continue sont satisfaits. Une telle production de repas nécessite une infrastructure et surtout un grand nombre de personnes qualifiées. Or, les écoles à journée continue doivent pouvoir compter sur des responsables qualifiées dans l'encadrement des enfants. Le Groupe socialiste aimerait savoir si les coûts de production sur place n'engendreraient pas des prix plus élevés. Nous aimerions aussi savoir, si une telle qualité pourrait également être garantie par une production de ces repas sur place avec des produits locaux. Par conséquent et au vu de tous ces éléments, le Groupe socialiste soutient la proposition du Conseil municipal concernant une fourniture des repas aux écoles à journée continue par un tiers, pour un délai de trois ans, mais demande néanmoins à ce qu'une évaluation de satisfaction soit mise en place durant cette durée et qu'à l'issue de ces trois ans le Conseil de ville puisse se reposer la question d'une externalisation de cette production. Deux ans sont aux yeux du Groupe socialiste un délai un peu trop court pour procéder à cette évaluation.

Güntensperger Nathan, Fraktion GLP: Die Fraktion GLP kann dieses Geschäft im Prinzip unterstützen. Sie versteht, dass mit dem Ausbau der Tagesschulen ganz neue Probleme und natürlich auch neue Ausgaben auf die Stadt zukommen. Es ist deshalb nur konsequent, wenn dafür eine Lösung gesucht wird, welche die bestmögliche Qualität zum bestmöglichen Preis anstrebt. Natürlich wäre es auch der Fraktion GLP

lieber, wenn mit lokalen Produzenten zusammengearbeitet und biologische Produkte verwendet werden könnten. Wahrscheinlich muss sich der Stadtrat aber entscheiden, ob er gute Qualität zu einem guten Preis will oder eine vielleicht gute Qualität zu einem voraussichtlich sehr hohen Preis. Die Fraktion GLP ist einverstanden, einen ersten Versuch mit diesem Anbieter zu wagen und die Lösung danach zu überprüfen. Ob diese Überprüfung in zwei oder drei Jahren vorgenommen wird, ist in den Augen der Fraktion GLP nicht so wichtig. Sie findet, dass angesichts der momentanen finanziellen Lage der Stadt der Preis höher gewichtet werden sollte als der Lokalpatriotismus. Das muss aber nicht immer so bleiben. Vielleicht sieht es in ein paar Jahren schon wieder ganz anders aus.

Andererseits versteht die Fraktion GLP natürlich auch, dass gewisse Gruppierungen, also beispielsweise Lehrer, Eltern oder bisherige Lieferanten mit dieser Lösung nicht glücklich sind. Vielleicht hätte das Projekt auch anders angegangen werden können, beispielsweise indem eine Preisobergrenze bestimmt worden wäre und die Schulen das Mittagessen selber organisierten. Das würde aber eine gewisse Autonomie der Schulen voraussetzen und den finanziellen Rahmen, über welchen die Schulen selber bestimmen können, sprengen. Die Verwaltung bevorzugt aber die Zentralisierung der Schulkompetenz... Die Fraktion GLP hofft, dass die Schulen später wieder mehr eigene Kompetenzen erhalten. Sie hat noch eine Frage an den Gemeinderat: können die Schulen, wenn dieser Kredit gesprochen wird, keinen anderen Anbieter mehr wählen, auch wenn dieser zu gleichen Konditionen liefern könnte?

Fischer Pascal, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen kann diesem Geschäft an und für sich zustimmen. Sie hat aber noch zwei Fragen dazu:

1. Wieviele Menüs werden an Kinder von sozialleistungsabhängigen Eltern oder Asylanten oder Sans-Papiers abgegeben? Es geht nicht darum, dass die Fraktion SVP/Die Eidgenossen diesen Kindern das Essen nicht gönnt. Es geht vielmehr um die Frage, ob die Stadt diese Mahlzeiten theoretisch doppelt zahlt.
2. Wie werden die religiösen und kulturellen Bedürfnisse an die Menüwahl gehandhabt? Wer nimmt die Bestellungen auf und bestimmt, wieviele Mahlzeiten mit und wieviele ohne Schweinefleisch bestellt werden...?

Gurtner Roland, Passerelle: Lorsque les écoles à journée continue (EJC) ont été généralisées en 2009, la Ville de Bienne a dû faire face à un accroissement spectaculaire de la demande. Elle a donc agi dans l'urgence tant au niveau de l'aménagement des infrastructures que de la mise à disposition du personnel. Cela se remarque bien à l'heure des repas de midi, car les locaux sont exigus, mal pratiques et bruyants. Le mobilier n'est pas toujours installé de manière judicieuse, en fonction de l'espace à disposition. Il est dès lors clair, que dans ces conditions il n'ait pas été possible, dans un délai aussi court, d'installer partout des cuisines permettant la production des repas sur place. Il semble effectivement, que la meilleure solution ait été de se tourner vers une entreprise externe pour la livraison de ces repas et de choisir cette chaîne du froid, pour des questions pratiques et économiques. Néanmoins, à mes yeux, cette solution ne peut être que provisoire. Le Conseil municipal ne peut pas proclamer dans les points forts de son programme s'efforcer d'agir dans le sens du développement durable et proposer d'un autre côté une fabrication industrielle des repas. Cette solution n'a rien d'écologique, qui recourt à

des produits d'outre-mer ou de divers pays européens, à un transport sur de longues distances, à l'utilisation d'emballages plastiques non-recyclables, à une surconsommation d'énergie pour la congélation et le réchauffement des repas, etc. Tout cela ne répond absolument pas aux critères du développement durable! La production du plastique n'est pas écologique! Le plastique n'est pas biodégradable et sa destruction par combustion pollue l'environnement. Concernant les substances nocives, qui migrent du plastique vers les aliments, il existe des valeurs limites et celles-ci sont bien entendues respectées, comme l'atteste les garanties écrites des producteurs d'emballages, barquettes et sachets. Force est cependant de constater, que des traces de ces substances sont détectées dans les repas, que prennent quotidiennement nos enfants et personne ne peut dire avec certitude, si ces substances n'ont pas d'effets négatifs sur la santé!

Le Conseil municipal, placé devant une situation d'urgence, nous propose un contrat de prestations avec l'entreprise "SV Group" pour la fourniture des repas dans les EJC. Personnellement, je peux le comprendre, mais je considère qu'une solution définitive n'est toutefois pas trouvée. Une telle solution n'est pas acceptable et le Conseil municipal, s'il veut rester crédible, doit continuer ses recherches en matière de solutions, pour pouvoir un jour à nouveau produire les repas servis dans les EJC sur place, avec des produits locaux et de qualité. Le Conseil municipal doit clairement manifester la volonté politique de se libérer d'un tel système de livraison de repas conditionnés sous plastique et c'est la raison pour laquelle, je soutiens la proposition d'amendement du Groupe des Verts.

Le Groupe socialiste propose une enquête de satisfaction, mais ne propose pas de modification du projet d'arrêté, ce qui n'a rien de contraignant pour le Conseil municipal. Au contraire, la proposition de modification du Groupe des Verts a le mérite d'obliger le Conseil municipal d'agir. Le Conseil de ville doit avoir la possibilité de décider, non seulement sur la durée d'un tel contrat, mais également concernant son renouvellement sous condition. Cette condition consiste à rechercher une solution conforme au développement durable. Y a-t-il, au sein du Conseil municipal, une volonté politique d'agir dans ce sens? J'attends qu'il le dise clairement.

Stöckli Schwarzen Heidi, SP: Selber kochen wäre mir auch sympathischer. Aber, wie gehört, gibt es im Moment keine Alternative, da die Blockzeiten eine Beteiligung der Kinder und eine Staffelung der Mahlzeiten verunmöglichen. Zudem fehlt die Infrastruktur, es hat zuwenig Schulraum und die KÜcheneinrichtungen sind ungenügend. Wenn in den Tagesschulen selber gekocht werden soll, müssten Profiküchen eingebaut werden. Wie gehört könnten auch keine lokalen Lieferanten gefunden werden. Deshalb denke ich, dass der Stadtrat der Auslagerung an Dritte heute zustimmen muss, ob es ihm nun passt oder nicht. Da es sich um ein für drei Jahre ausgeschriebenes Submissionsverfahren handelt, ist es aber so, dass nach Ablauf dieser Frist wieder darüber diskutiert werden kann. Die öffentliche Submission ermöglicht es also, dass immer wieder überprüft und entschieden werden kann, ob diese Auslagerung beibehalten werden soll oder nicht. Ich hatte den Eindruck, dass der Anbieter, der den Zuschlag erhielt, eine gute Wahl war. Dies sah ich an der Informationsveranstaltung für den Stadtrat, wo sehr vieles und sehr eingehend erfragt wurde. Ich hatte den Eindruck, die dort anwesenden Stadratsmitglieder hätten es sich also nicht einfach gemacht. Sie erhielten dennoch sehr gute Antworten. Ich glaube, das Angebot ist gut und qualitativ hochstehend. Die Kriterien für die Qualität

waren in der Ausschreibung wesentlich höher gewichtet als diejenigen für den Preis. Ich gehe zudem davon aus, dass der Vorschlag der Grünen nicht rechtens ist. Das Submissionsverfahren wurde auf drei Jahre ausgeschrieben und ist aktuell abgeschlossen. Deshalb kann der Stadtrat nun nicht nachträglich beschliessen, es gelte nur für zwei Jahre. Es liegt nicht in der Kompetenz des Stadtrates zu entscheiden, ob die Submission für zwei oder drei Jahre gilt. Die Ausschreibung erfolgte für drei Jahre und dies muss aufgrund des Rechtssicherheitsgedankens eingehalten werden. Zudem finde ich am Antrag der Grünen nicht gut, dass bereits nach 15 Monaten eine abschliessende Evaluation verlangt wird. Ich finde diese Frist zu kurz. Ich glaube, dass für eine solche Auswertung mehr als ein Jahr Erfahrung nötig sein wird.

Rüfenacht Daphné, Grüne: Zuerst möchte ich nur kurz erwähnen, dass ich zwar auch gerne esse, diese Diskussion aber trotzdem nicht emotional geführt werden muss. Über dieses Thema kann sehr sachlich diskutiert werden und ich verstehe nicht ganz, warum das Emotionale am Thema immer wieder unterstrichen wurde.

Ich möchte an das vorhergehende Geschäft anknüpfen. Alle Fraktionen äusserten sich dahingehend, dass die Bieler Firmen unterstützt werden sollten und dass sie auch bereit wären, für einen Auftrag an eine Bieler Firma wie beispielsweise Sputnik Engineering GmbH mehr Geld auszugeben. Mit dem vorliegenden Geschäft könnten in Biel Arbeitsplätze generiert und etwas Neues aufgebaut werden. Seeländer Gemüse könnte verkauft werden. Nun wollen die Fraktionen aber für dieses Projekt nicht einen Mehrpreis in Kauf nehmen. Das ist für mich ein grosses Fragezeichen. Ich teile die Ansicht der Fraktion SP nicht, dass zwei Jahre für eine Evaluation nicht genügen. Deshalb bitte ich den Stadtrat, dem Antrag der Fraktion Grüne zu folgen. Zum Antrag der GPK habe ich noch eine Frage an den Gemeinderat. Sofern Ziffer 2 des Beschlussesentwurfs festhalten soll, dass es um CHF 600'000.- pro Jahr geht, bedeutet dies eine wesentliche Änderung. Ich bitte den Gemeinderat, zu bestätigen, ob das stimmt und ob vorliegender gemeinderätlicher Beschlussesentwurf somit falsch wäre...

Hügli Daniel, SP: Persönlich unterstütze ich den Antrag der Fraktion Grüne, und zwar aus einem einfachen Grund: Einerseits befürworte ich grundsätzlich die lokale Produktion. Andererseits sollte gerade in der heutigen Situation darauf geachtet werden, dass solche Projekte nicht durch externe Anbieter realisiert werden. Wenn schon etwas investiert werden soll, sollten städtische Anbieter berücksichtigt werden. Deshalb bin ich gegen eine längerfristige Auslagerung dieser Dienstleistung an Externe.

Donzé Pablo, Les Verts: Comme l'a clairement exposé Madame Magnin, plus qu'une question de goût, il s'agit bien plus d'une question de fond! "SV Group" saura toujours s'adapter aux exigences en matière d'hygiène et de valeurs nutritives. Les multinationales sont très fortes pour s'appropriier d'un marché! La proposition du Groupe socialiste, soit de procéder à une enquête de satisfaction auprès d'enfants, n'est pas forcément un gage de qualité de nourriture. Il risque, en effet, d'y avoir plus de frites servies dans les cantines, que de nourriture de qualité. Par ailleurs, cette étude peut être réalisée d'ici un peu plus d'une année. Le Groupe des Verts a, en effet, envisagé dans un premier temps de réduire le contrat de prestations, qui lie la Ville à la société "SV Group", à une durée d'une année. Néanmoins, afin d'éviter de

courir tout risque de bloquer le contrat et qu'en 2013 les enfants n'aient plus rien à manger, notre Groupe vous propose de fixer la durée de ce contrat à deux ans et invite le Conseil de ville à suivre cette proposition et à soutenir notre amendement.

Magnin Claire, Les Verts: Le Groupe socialiste informe, que "SV Group" a donné toutes les garanties de grande qualité. Ferait-il autre chose? La question suivante de Monsieur Paronitti reste encore ouverte: quel organe est chargé d'effectuer les contrôles de qualité des repas servis dans les EJC de Bienne? Je demande au Conseil municipal de bien vouloir répondre à cette question.

J'ai rendu visite au cuisinier de l'EJC de Nidau, pour simplement me rendre compte de la situation et voir comment fonctionnait la préparation des repas sur place. Ce cuisinier travaille à 47%. Il a de l'aide, à raison de dix heures par mois, grâce à un aide-cuisinier, rétribué par l'assurance chômage. Il fait ses achats, cuisine, organise le concept d'hygiène et participe aux réunions qui concernent la cuisine. Il effectue, depuis 2012, 60 à 80 repas par jour. Il cuisine pour deux structures d'accueil et le coût par repas se monte à 2,38 fr. Il fait tout lui-même, de la pâte à pizza aux steaks hachés. Il n'achète rien qui n'est déjà préparé, même pas les sauces. Le transport des repas d'une structure à l'autre se fait à vélo, donc pas de frais de transport et un transport écologique. J'ai posé la question à ce cuisinier, à savoir combien coûtait une cuisine. Il prétend, que sa cuisine a coûté entre 8'000 fr. et 10'000 fr. Il a trois fours, deux grandes plaques et un grand frigidaire. À titre informatif, un steamer coûte en moyenne 15'000 fr.! Le cuisinier de l'EJC de Nidau dit qu'il n'en a pas besoin. Cette visite a été pour moi d'une très grande importance, car elle m'a permis de me situer au niveau du concept. Ce cuisinier a également relevé un aspect très important, c'est que les professionnels parlent entre eux, échangent leurs expériences et se coordonnent. Cette visite m'a également montré, qu'il est possible de bien faire, sans devoir effectuer des investissements trop onéreux. Finalement, je pense qu'avec les sommes, que le Conseil municipal prévoit d'investir dans cette chaîne du froid, il pourrait, d'ici quelques années, se payer un restaurant cinq étoiles!

Güntensperger Nathan, GLP: Auf das Votum von Frau Magnin habe ich eine kurze Antwort. Die vorhin von mir gestellte Frage, ob die Schulen einen anderen Anbieter wählen können, wenn dieser zu gleichen Bedingungen liefern kann, steht natürlich immer noch im Raum. Ich weiss aber, von welchem Koch Frau Magnin spricht und ich weiss auch, dass er gut arbeitet. Aber solche Köche gibt es nicht zu Dutzenden. Zudem ist natürlich auch dieser Koch dem Lebensmittelgesetz unterstellt. Ich weiss nicht, wo er kocht. Wenn er es zu Hause tut, stellt sich bereits die kritische Frage, ob das rechtens ist. Ich weiss es nicht. Dem gleichen Lebensmittelgesetz untersteht natürlich auch der Grossbetrieb. Er hat die gleichen Regelungen und Kontrollen. Deshalb behaupte ich, dass die Kontrollen in einem grossen Betrieb besser sind und häufiger gemacht werden. Die Auswirkungen sind ja auch viel grösser, wenn dort etwas nicht stimmt. Wenn ich eine Küche habe, die 30 Personen verpflegt und ich mache einen Fehler, werden 30 Personen krank. Wenn ich aber Tausende verpflege, werden auch Tausende krank. Deshalb werden die Grossunternehmen sicherlich sehr gut kontrolliert.

Blättler Isabelle, Grüne: Die jetzige Lösung ist aus meiner Sicht völlig unbefriedigend. Es wurde gesagt, eine regionale Lösung hätte nicht gefunden werden können. Das kommt vielleicht nicht zuletzt davon, dass die Aufteilung der Mahlzeiten

gar nicht in Erwägung gezogen wurde. Es wurde von Anfang an verlangt, alle Mahlzeiten müssten vom gleichen Anbieter geliefert werden. Ich bin davon überzeugt, dass die 250 Mahlzeiten täglich, regional und mit regionalen Produkten produziert werden könnten, wenn der Wille da wäre. Nichtsdestotrotz braucht die Stadt nun eine Übergangslösung, zumindest für die nächsten zwei Jahre, also die Schuljahre 2012/2013 und 2013/2014. Im Laufe dieser Vertragsdauer soll dem Stadtrat ein Bericht unterbreitet und alternative Lösungen samt der entsprechenden Kosten vorgeschlagen werden, damit er genügend Grundlagen für den Entscheid über eine allfällig alternative Lösung hat. Wer heute Nein sagt zum Änderungsantrag der Fraktion Grüne sagt auch Nein zu Informationen über eine allfällige alternative Lösung. Das heisst noch nicht, dass eine solche schlussendlich auch umgesetzt würde. Wenn der Stadtrat aber den Änderungsantrag heute ablehnt, verzichtet er auf Grundlagenwissen und darauf, einer anderen Lösung eine Chance zu geben. Wer heute Ja sagt, sagt nicht Nein zum Vertrag mit dem SV Group-Service für die nächsten zwei Jahre. Diesem wird vielmehr zugestimmt. Gleichzeitig soll aber in zwei Jahren entschieden werden können, ob die Stadt weiterhin SV Group-Service mit diesem Auftrag betraut, oder ob eine alternative Lösung umgesetzt werden kann. Dafür braucht der Stadtrat die von den Grünen beantragten Informationen, die der Bericht liefern soll. In diesem Sinn empfehle ich, den Änderungsantrag der Fraktion Grüne gutzuheissen.

Calegari Patrick, BVP: Es geht ums Essen und da fühle ich mich angesprochen: ich habe Hunger! Das Essen ist etwas sehr Wichtiges, besonders für die Kinder. Wichtig ist aber auch, dass die Kinder zu Hause mit Mutter und Vater essen können. Das wird häufig vergessen. Es werden immer mehr Tagesschulen und andere externe Betreuungsmöglichkeiten angeboten und gefördert. Pour un développement durable, il faudrait de nouveau faire une propagande aux parents, pour qu'ils préparent les repas à la maison! Ainsi, beaucoup de problèmes se régleront dans d'autres domaines! Das ist nur eine kleine Randbemerkung. Ich bin überzeugt davon, dass alle Kinder, die zu Hause bei den Eltern essen, sich erstens gesünder ernähren und zweitens ihre Probleme mit dem Erwachsenwerden besser meistern können. Je soutiens à 100% les paroles de Monsieur Gurtner. C'est une catastrophe, de faire venir, tous les jours, des camions de l'extérieur de Bienne, pour livrer 250 à 300 repas. En tout cas, le développement durable "lâsst grüssen"! Je suis sûr, que toutes les solutions possibles n'on pas été cherchées, pour pouvoir produire ces repas à Bienne ou dans la région. En effet, il serait possible de fusionner avec d'autres communes avoisinantes ou de centraliser cinq ou six EJC de la région, pour produire ces repas. Gerade aus ökologischen Gründen sollte diese Vorlage absolut nicht unterstützt werden. Da die Stadt nun unter Druck ist, hat der Stadtrat aber praktisch keine Wahl. Ich bin überzeugt davon, dass inskünftig noch einige Überlegungen zu diesem Thema angestellt werden müssen. Deshalb unterstütze ich den Antrag der Fraktion Grüne. Eine bessere Lösung muss sobald als möglich gefunden werden. Der Gemeinderat soll alles daran setzen, diese Mahlzeiten inskünftig in Biel oder in der Region zu produzieren.

Löffel Christian, EVP: Für mich ist es zweitrangig, ob dieser Versuch ein Jahr mehr oder weniger dauert. Der Vertrag ist geschlossen und von mir aus gesehen soll er nun nicht geändert werden. Persönlich würde ich es natürlich sehr unterstützen, wenn diese Mahlzeiten in Biel oder der Region zubereitet würden. Entsprechende Abklärungen wurden aber getroffen, es wurde Kontakt mit Heimen aufgenommen,

aber diese lehnten ab. Es gibt verschiedene Gründe dafür, beispielsweise die Ausfälle während den Ferien. Von mir aus gesehen muss in einer ersten Phase nun wie geplant mit dem SV Group-Service zusammengearbeitet werden. Ich zweifle keine Sekunde daran, dass die Qualität nicht stimmt. Sicher wird eine so grosse Firma massiv stärker überwacht als andere Mahlzeitenhersteller. Wenn die Stadt in ein paar Jahren die Möglichkeit hat, diesen Prozess genauer zu analysieren und sich vertieftere Gedanken über die Mahlzeitenproduktion zu machen, wird eine lokale Herstellung sicher möglich, zumal sich dies fast alle Stadtratsmitglieder wünschen. Und Herr Gurtner, passen Sie auf: Ihr Plastikbecher könnte eventuell Substanzen an Ihr Wasser abgeben...!

Chevallier Barbara, PSR: Personnellement, je pense que de ne pas soutenir la proposition d'amendement du Groupe des Verts ne signifie pas obligatoirement soutenir ad aeternam l'externalisation de la fourniture des repas aux EJC. Il y a une grande différence et c'est pour cette raison que j'ai décidé de soutenir la proposition du Conseil municipal, pour gagner du temps et afin que l'EJC puisse s'établir à Bienne. Le besoin croissant en structures d'accueil extrafamilial est un problème auquel il faut trouver prioritairement une solution. Avant de songer aux détails, il convient de répondre avant tout aux priorités des établissements scolaires. Dans un premier temps, il conviendra de répondre au besoin grandissant en matière de classes supplémentaires, ensuite il faudra créer des espaces pour les tables de midi et finalement, dans un troisième temps, il sera nécessaire d'évaluer les possibilités de mettre sur pied la préparation des repas à Bienne. À mon avis, un délai de trois ans est tout à fait acceptable. Ce délai permettra d'analyser la situation.

Sermet-Nicolet Béatrice, PSR: J'ai le sentiment, que tout le monde est à peu près d'accord pour dire qu'il faudrait que ces repas puissent être produits sur place, avec des produits locaux, soit dans les locaux scolaires ou dans un endroit qui reste encore à déterminer. Faudra-t-il équiper les écoles d'une multitude de cuisines ou créer une ou deux cuisines centrales? De tels projets doivent être étudiés de manière approfondie. C'est la raison pour laquelle, je suis favorable à ce délai de trois ans. À l'instar de Madame Magnin et de Monsieur Gurtner, je pense également qu'il est primordial, que les produits locaux du Seeland et de la région soient utilisés pour la préparation des repas servis dans les EJC et d'éviter, par ce biais, une surconsommation en énergie et un entreposage générée par les trajets et les emballages des produits livrés d'ailleurs. À cet effet, cette durée de trois ans prévue dans le contrat avec "SV Group" permettra au Conseil municipal de trouver une solution qui tienne la route et c'est surtout cela qui me paraît important.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: L'heure avance et je vous propose de stopper les débats et de faire une pause. Monsieur Moeschler répondra à toutes vos questions et remarques après la pause. Mais, auparavant Monsieur Nicati devra encore motiver sa motion urgente.

113. Motivation de l'urgence de la motion 20120308, Alain Nicati, Groupe Forum, "Trafic fluide au giratoire du Breuil"

Nicati Alain, PRR: Il convient simplement de régler rapidement la circulation au giratoire du Breuil et ceci avant de pouvoir procéder à la réalisation du nouveau pont au Crêt-des-Fleurs. Voilà, la raison de l'urgence de cette motion.

L'urgence est accordée.

Interruption de la séance: 20h00 - 21h15

112. 20120254 Fourniture des repas aux écoles à journée continue par un tiers (suite)

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Nous reprenons maintenant les débats et je donne la parole à Monsieur Moeschler.

Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture: Je remercie tous les intervenant(e)s pour la qualité de leurs propos. Cela démontre l'importance du sujet et la sensibilité de cette thématique concernant nos enfants. Croyez-moi, le Conseil municipal se préoccupe également de la santé des enfants biennois. Personne n'a le monopole de cette préoccupation. Je crois, que ce domaine est l'une des préoccupations principales des autorités biennoises. Une autre préoccupation a été, au cours des dernières années, de mettre en place une structure d'EJC conforme aux dispositions légales. Heureusement, Bienne dispose déjà d'une structure de cantines scolaires, qui a été développée ces dernières années et qui permet d'avoir une bonne base d'avenir dans ce domaine. Ces cantines scolaires, qui étaient préalablement gérées sur le plan privé, ont été communalisées par la création du Service des structures d'accueil extrafamilial et extrascolaire, qui a servi de base au développement des EJC biennoises. La Ville de Bienne a donc été, par conséquent, à même de répondre à la demande croissante de ces dernières années.

Avant d'entrer en matière sur les questions et les remarques qui ont été faites, j'aimerais adresser un coup de chapeau à l'Administration biennoise, qui est parvenue à développer ce service dans un laps de temps rapide et avec un niveau de qualité extraordinaire. Naturellement, il est toutefois permis de rêver à autre chose, mais le fait est que la demande est satisfaite et que la qualité n'est pas contestée. Monsieur Rüfenacht, représentant de la Commission de gestion, a souligné ce fait et je lui en suis reconnaissant. Il a également prononcé un plaidoyer en faveur de cette fourniture des repas aux EJC par un tiers.

À l'origine, il existait cinq ou six locaux prévus pour les "Tables de midi" (Mittagstisch). Ces locaux étaient très petits et peu de repas étaient servis. Les responsables achetaient la nourriture et préparaient les repas avec les enfants. Néanmoins, ce procédé d'il y a plus de dix ans n'est aujourd'hui plus applicable, notamment en raison de la quantité de locaux disponibles. Dès lors, le Conseil municipal a dû penser à quelque chose de plus rationnel. Ainsi, le Conseil municipal a décidé d'une utilisation plus intensive des infrastructures municipales existantes, en particulier des cuisines des crèches du Bubenbergr, de l'Avenir et du chemin de Safnern. La Ville a donc mis

sur pied une méthode de livraison des repas à vélo. C'était une époque glorieuse, de voir circuler ces vélos en Ville, transportant les repas dans leur coffre arrière. Ces vélos roulent d'ailleurs encore, car ces cuisines continuent de fonctionner et livrent encore aujourd'hui des repas préparés à certaines EJC. Ceci n'empêche pas, qu'aux lieux où ces repas doivent être consommés, ils doivent être préalablement réchauffés et que même si ces repas ont été transportés à vélo, il faut de l'énergie pour les maintenir à la bonne température.

La méthode plébiscitée par le Conseil municipal, soit la fourniture des repas par la société "SV Group", qui fait appel à la ligne froide, est une méthode qui a fait ses preuves. Lorsque j'ai constaté, il y a un mois, les émotions soulevées à juste titre par cette thématique, j'ai organisé une séance d'information et je suis reconnaissant aux personnes, qui ont accepté de consacrer de leur temps pour s'informer. La plupart de ces personnes ont été convaincues de la qualité de cette forme de livraison des repas dans nos EJC, non seulement au niveau de la qualité des repas livrés, mais également par le fait que ce n'est pas l'entier du repas qui est livré. La livraison ne concerne que la partie du repas cuisinée. Je tiens à relever, que la politique de la Ville de Bienne en la matière encourage les enfants à manger des fruits et des crudités pendant les pauses du matin et de l'après-midi. Dans le cadre de ces repas les fruits et légumes servis aux enfants sont achetées sur le marché biennois. Lorsqu'un repas cuisiné est accompagné d'une salade, elle est achetée sur place à Bienne. Les enfants des EJC mangent donc des légumes crus, qui proviennent de notre région. Je tiens à souligner cet aspect important! Dans le cadre des repas servis dans les EJC, chaque école (le Groupe des Verts libéraux parlait justement de l'autonomie des EJC) est autonome et dispose d'une liste de repas qu'elle peut commander elle-même, indépendamment de ce que commandent les autres EJC. Chaque école choisit donc sur cette carte les repas de la semaine et les produits qu'elle désire acheter sur le marché local. Ainsi, il ne s'agit aucunement d'une livraison simultanée des mêmes repas le même jour partout dans toutes les EJC biennoises.

Une autre question soulevée concernait les préceptes religieux. Il convient de préciser, que les préceptes religieux sont pris en considération, mais également les besoins alimentaires spécifiques de chaque enfant, qu'il s'agisse de questions de surpoids, d'allergies, etc. Ces régimes individuels sont connus par les EJC et respectés. Les enfants mangent en groupe, dix enfants environ par table, accompagnés d'un adulte. Dès lors, cet adulte sait si le "petit Paul" peut manger des carottes ou pas, du porc ou pas. Ainsi, chaque enfant est pris en charge individuellement. Ceci est d'ailleurs tout à fait remarquable et démontre bien la qualité du service assuré par ces EJC. En ce qui concerne la qualité des aliments servis et de l'inspection alimentaire de ces repas, c'est effectivement l'Inspection alimentaire de Bienne qui effectue des visites régulières dans les EJC et qui atteste de l'hygiène et des critères adéquats en matière de qualité des repas.

Une question a été posée concernant le transport et les emballages en plastique de la Société "SV Group". Je ne veux pas ironiser sur la question, mais lorsque j'achète mes produits au supermarché, ces produits alimentaires ne sont certainement pas tous produits sur place. La société d'aujourd'hui se nourrit d'aliments importés et exportés et par conséquent emballés essentiellement dans du plastique. S'agissant de la question de l'alimentation des enfants en famille, je ne suis pas sûr, que si

toutes les familles biennoises s'occupaient de l'alimentation de leurs enfants la qualité serait automatiquement garantie. En effet, je n'ai pas l'impression, que tous les produits sur le marché sont garants de qualité. Les supermarchés vendent, en effet, beaucoup de produits surgelés et précuits et emballés dans du plastique. Il est dès lors bien possible, que les familles également se nourrissent d'éléments, qui ne sont pas forcément en accord avec l'idéal souhaité. Le Conseil municipal est convaincu, que les personnes présentes à la séance d'information de la FPC ont pu acquérir la certitude pour une majorité d'entre eux, que les repas servis dans les EJC de la Ville sont des repas d'une très grande qualité et surtout d'une qualité égale à la nourriture achetée sur place. Les critères en matière de qualité de cette nourriture, appelée de manière méprisante "industrielle", sont très stricts. Il s'agit en effet de denrées alimentaires surveillées et correspondant à des critères très stricts en matière d'hygiène. Pour en revenir au plastique, les mangeurs de yogourts savent bien, qu'un yogourt est un aliment, qui voyage dans le plastique en moyenne 150 km, avant d'être consommé. Cela permet de relativiser partiellement certaines des affirmations prononcées par certains membres du Conseil de ville, qui aimeraient connaître la volonté du Conseil municipal. La volonté du Conseil municipal est de favoriser la compatibilité entre la vie de famille et le travail qu'exige notre société contemporaine, soit de mettre à disposition aux familles qui le désirent des EJC, qui servent des repas de qualité. Il y a un mois, le Conseil municipal et le Conseil de ville ont accepté conjointement une labellisation "Fourchette verte" des EJC biennoises. Le Conseil municipal n'acceptera donc en aucun cas une diminution de la qualité alimentaire des repas servis dans les EJC. Quant à la question de savoir s'il conviendrait plutôt de faire appel à une entreprise régionale pour la livraison des repas, le cadre légal actuel ne permet pas au Conseil municipal de simplement adjudiquer un mandat à une entreprise choisie. Il est vrai, qu'autrefois le Conseil municipal avait adjudiqué un mandat à une entreprise, mais la loi actuelle sur les marchés publics ne permet plus l'adjudication d'un mandat et requiert l'observation d'une procédure d'adjudication tout à fait claire. Dès lors, il est important de définir des critères de sélection et l'attribution du mandat, en fonction de ces critères. Le Conseil municipal n'est plus en mesure de choisir librement une entreprise, en raison de sa situation géographique car les lois suisses, qui découlent des lois européennes ne le permettent tout simplement pas. Il faut donc cesser de rêver. Peut-être qu'un jour, une telle entreprise se développe dans la région et qu'elle gagne l'adjudication, mais ce n'est pas garanti, car le critère de proximité n'est pas un critère unique d'adjudication.

Certaines discussions ont porté sur la durée du contrat: d'après le Règlement municipal, le Conseil de ville est compétent pour décider du principe même de l'externalisation d'une tâche municipale, mais depuis que la Loi sur l'école obligatoire (LEO, RSB 432.210) art. 14, lettre d (EJC) est entrée en vigueur, l'organisation des EJC incombe au Conseil municipal. C'est donc dans le cadre de l'art. 14 du Règlement d'organisation de la Ville de Bienne (RDCo 152.01), que le Conseil municipal demande l'avis du Conseil de ville concernant l'externalisation des repas servis dans les EJC. Toutefois, la signature d'un contrat, soit son contenu et sa durée, reste de la compétence du Conseil municipal. Ainsi, ce cadre légal est contraignant et je ne peux pas promettre une chose que je ne pourrai pas tenir. Le Conseil municipal a opté pour une durée de contrat de trois ans, ce qui permet, dans un premier temps, de démarrer le projet, d'évaluer les prestations contractuelles la deuxième année et finalement la troisième année, d'éventuellement préparer une alternative. La préparation d'une éventuelle alternative n'est pas possible en deux ans

car la première année, il s'agit de mettre en place les prestations, la deuxième année de les évaluer et enfin il ne reste plus assez de temps pour préparer la suite. Ainsi, une période de deux ans est une durée trop courte et c'est pourquoi la plupart des projets pilotes se déroulent sur trois ans. C'est une période, qui semble bien plus raisonnable. Certains membres du Conseil de ville souhaitent, que le Conseil municipal leur fournisse un rapport d'évaluation sur ce projet. Je tiens cependant à relever, que ce rapport ne peut en aucune manière être lié à la poursuite ou non de l'externalisation des repas. Sur la base de ce rapport, le Conseil de ville peut décider de ne pas continuer dans la voie de l'externalisation, mais il doit intervenir en demandant un arrêt de l'externalisation et cela ne découle en aucun cas du rapport lui-même. Je trouve très important qu'une évaluation soit réalisée et qu'elle soit aussi large que possible et implique autant d'experts que possible. Un avis pourra ensuite être fondé quant à une poursuite, une modification ou une correction. Ce rapport devrait être public et c'est finalement le Conseil de ville qui doit décider, qui est compétent pour la rédaction d'un tel rapport.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: La Commission de gestion aimerait faire une nouvelle proposition d'amendement. Je donne la parole à Monsieur Rufenacht.

Rufenacht Martin, GPK: Die GPK entschied sich anlässlich ihrer letzten Sitzung aus verschiedenen Gründen dafür, keinen Bericht einzufordern. Erstens wird sich der Schulraum in den kommenden drei Jahren nicht verändern. In drei Jahren wird voraussichtlich eher weniger Schulraum zur Verfügung stehen als heute, denn wie der Stadtrat letzten Frühling zur Kenntnis nahm, nehmen die Schülerzahlen zu. Zweitens werden sich die Finanzen der Stadt in den kommenden drei Jahren wahrscheinlich nicht rasant verbessern, obschon sich das alle wünschen. Drittens werden sich auch der Personalbedarf und die vom Personal geforderte Flexibilität in den kommenden drei Jahren nicht verändern. Trotzdem kommt die GPK zum Schluss, dass sie mit einem neuen Punkt 3 im Beschlussesentwurf, der einen Bericht vom Gemeinderat fordert, gut leben könnte. Dieser sollte dem Stadtrat bis Anfang 2015 vorliegen und folgende Punkte enthalten:

- Qualität des Lieferanten.
- Zufriedenheit aller Beteiligten (darüber können heute keine Aussagen gemacht werden, da nur einzelne Stellungnahmen bekannt sind. Es wäre der GPK wichtig, die Zufriedenheit aller Beteiligten aufzeigen zu können).
- Hat sich die Zusammenarbeit mit dem Lieferanten bewährt?
- Alternative Lösungen aus der Region (das Gespräch soll nochmals aufgenommen und nach einer alternativen Lösung gesucht werden. Die regionale Stäre des Gemüselands Seeland sollte berücksichtigt werden. Das ist der GPK bewusst und es ist auch ihr nicht wohl dabei, wenn die Mahlzeiten nun aus Baselland geliefert werden...).

Die GPK beantragt deshalb, folgende neue Ziffer 3 in den Beschlussesentwurf aufzunehmen: "Der Gemeinderat erstellt dem Stadtrat bis spätestens Anfang 2015 einen Bericht über die Qualität der gelieferten Mahlzeiten und die Zufriedenheit aller Beteiligten sowie darüber, ob sich die Zusammenarbeit mit dem Lieferanten bewährt hat und ob es alternative Lieferanten in unserer Region gibt oder die Mahlzeiten selber hergestellt werden können (Bieler Schulen und andere)."

Magnin Claire, au nom du Groupe Les Verts: Contrairement à ce qui a été dit par Monsieur Moeschler, le Groupe des Verts ne veut absolument pas tirer la couverture à lui. Il souhaite simplement sensibiliser le Conseil de ville à cette question d'externalisation des repas et ouvrir le dialogue et la discussion sur cette thématique, afin d'obtenir un résultat satisfaisant à tous les niveaux. La proposition d'amendement de la Commission de gestion ressemble beaucoup à la proposition d'amendement du Groupe des Verts. Je remercie vivement la Commission de gestion pour cette proposition, qui satisfait parfaitement la demande du Groupe des Verts. **Notre groupe retire donc sa proposition d'amendement** au profit de la proposition d'amendement soumis par la Commission de gestion.

Gurtner Roland, Passerelle: J'ai encore certaines questions à poser à Monsieur Moeschler, qui cite comme exemple les produits vendus en grandes surfaces:

- N'y a-t-il pas justement des progrès à faire en matière de société durable par les grandes surfaces, les familles et l'Administration biennoise?
- N'est-ce pas là la tâche de l'État et des acteurs et actrices de la politique, que de s'engager pour une société durable et d'inciter la population à suivre cette voie?
- Le Conseil municipal exprime-t-il la volonté d'agir dans le sens du développement durable et de trouver une solution pour produire les repas de midi aux EJC sur place?

Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture: Je ne l'ai certainement pas assez spécifié ce soir et je tiens donc à le rappeler, que de trouver un autre mode de production de ces repas demande également d'effectuer des investissements au niveau des locaux et des cuisines. Il ne suffit pas simplement de dire qu'une installation coûte 6'000 fr. Il ne s'agit pas de fournir dix repas par jour, mais pour préparer des repas à une centaine d'enfants, il faut des cuisines professionnelles. 130 enfants sont inscrits à la table de midi de l'École Dufour et à peu près le même nombre à l'École de la Plänke. Il faut savoir, qu'en moyenne, entre 90 et 100 repas sont servis chaque jour. Des investissements en matière de locaux scolaires sont donc nécessaires pour produire ces repas de midi sur place. La planification des locaux scolaires prévoit également une planification des EJC, cependant des investissements sont rendus nécessaires en raison de l'évolution démographique actuelle. Il est encore incertain, si la Ville disposera des classes d'école nécessaires pour apprendre à lire et à écrire à nos enfants! Or, le Conseil de ville proclame aujourd'hui la nécessité de donner la priorité à des EJC, par rapport à d'autres aspects importants de la planification des investissements. Ce sont là des critères dont il faut tenir compte, sans oublier les investissements en matière de personnel.

Le Conseil municipal est tenu, dans l'organisation des EJC, au principe d'économie, comme dans chacune des actions municipales. Il n'y a aucun domaine, qui permet de dire "*Quand on aime, on ne compte pas!*". Pour répondre à la question de Monsieur Gurtner, je dis oui à la société durable. Dans ces EJC, il y a toujours un adulte pour dix enfants et la nourriture est un thème de conversation. Les adultes, qui accompagnent ces enfants sont parfaitement au courant de cette thématique et peuvent l'aborder et même tenir un discours en matière d'alimentation. Si le petit Paul ne veut pas manger de chou-fleur, cela se discute. Cette discussion incitera peut-être le petit Paul à goûter le chou-fleur et finalement il pourrait trouver le chou-fleur à son goût ou en tout cas d'autres légumes. La fréquentation des EJC, c'est aussi un moyen de trouver une alimentation équilibrée, ce qui n'est pas si mal que cela. Si les

enfants mangent à la maison, les autorités n'ont aucun moyen d'intervenir sur leur alimentation. Les EJC, dans ce sens, sont porteuses d'une mission éducatrice. Cette mission s'étend également à d'autres domaines, que ce soit au bilinguisme, à l'intégration des migrant(e)s ou à la socialisation des enfants difficiles. L'EJC joue donc parfaitement son rôle. S'agissant de la volonté du Conseil municipal, bien qu'il soit possible de rêver à une société dans laquelle les enfants mangent en petits groupes et préparent leur repas eux-mêmes en compagnie de la maîtresse, cette vision reste une vision. Le Conseil municipal est bien conscient, que la société actuelle doit pouvoir fonctionner dans un cadre. Ce cadre ne laisse aucune place à des rêveries, telles que de ramener la production des repas dans les différentes écoles. Il est possible, que je me trompe et j'en serais très content, mais pour l'instant je n'ai pas l'impression que ce soit le cas.

La Commission de gestion et le Groupe des Verts sont unanimes pour réclamer un rapport. Le Conseil municipal ne le contestera pas, mais je voudrais souligner les propos de Monsieur Donzé, tout à l'heure, qui disait que ce n'est pas forcément aux enfants qu'il faut demander si les aliments sont de qualité ou pas. Si votre enfant rentre à la maison et vous rapporte, que la nourriture servie à l'EJC était "dégueulasse", cela ne veut pas forcément dire qu'elle l'était! Dès lors, quels seront les critères à retenir et comment évaluer le degré de satisfaction en matière de repas? L'important pour le Conseil municipal, ce n'est pas le fait que les enfants rentrent à la maison en disant si c'était bon ou pas bon, mais qu'un véritable dialogue puisse s'établir et que les responsables des EJC continuent d'être persuadés que la nourriture servie est équilibrée et ainsi pouvoir assurer la qualité alimentaire. Il est également très important d'ouvrir un dialogue avec les enfants en leur donnant conscience de l'importance de l'alimentation. La Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture se fera naturellement un plaisir de rédiger le rapport demandé par le Conseil de ville, d'autant plus que je m'engage pour les personnes qui me succéderont.

Freuler Fritz, Grüne: Eigentlich hatte ich nicht vor, mich am Rednerpult zu äussern. Nun wurde ich aber dermassen provoziert, dass ich trotzdem etwas sagen muss. Ich verstehe nicht, warum der Gemeinderat so stark daran festhält, dass in den nächsten zwei Jahren nicht über eine bessere Lösung nachgedacht werden darf. Im vorhergehenden Traktandum wurde über die Energiewende gesprochen. Nachdem in der Energiefrage während 30, 40 oder 50 Jahren ein falscher Weg eingeschlagen wurde, bewilligte der Stadtrat vorhin weitgehend einstimmig einen Kredit in der Höhe von CHF 4,8 Mio. und setzte damit ein Zeichen. Frau Schwickert nannte die reelle Energiewende "Nägel mit Köpfen machen". Gleich im nachfolgenden, uns jetzt vorliegenden Geschäft, geht es nun um Ernährungsfragen, ebenfalls ein sehr grundlegendes Thema, das uns alle in den nächsten Jahren wenn nicht Jahrzehnten noch enorm beschäftigen wird, gerade im Zusammenhang mit der Gesundheit von Kindern und Jugendlichen. Herr Güntensperger bemerkte, es müsse haushälterisch mit Budgetmitteln umgegangen werden. Es ist bekannt, dass heute immer mehr Jugendliche an Diabetes erkranken. Vor 20 Jahren war dies höchstens ein Thema in der Geriatrie. Es geht somit nicht mehr nur um existentielle Fragen der Gesundheit, sondern es geht um kommende Gesundheitskosten, deren Dimensionen sich aktuell noch gar nicht abschätzen lassen. Der Stadtrat hat nun die Chance, in den nächsten zwei Jahren in Biel eine solche Gesundheitsfrage anzugehen, wie dies auch Herr Moeschler erwähnte. Gleichzeitig könnten im nun beantragten Bericht aber auch

ökologische Aspekte wie der Umgang mit Abfall oder Transportfragen und Fragen zur Arbeitsplatzsituation im regionalen Gewerbe näher angeschaut werden. Ich denke, das ist eine sehr gute Chance. Ich bitte den Stadtrat daher, dem Antrag nunmehr der GPK zuzustimmen.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: La proposition d'amendement du Groupe des Verts ayant été retirée, je mets donc au vote la proposition d'amendement de la Commission de gestion. Je vous propose de voter en bloc.

Ogi Pierre, PSR: Je ne suis pas d'accord de voter ces points en bloc. J'aimerais tout d'abord voter sur la question de l'externalisation des repas soit les points 1, 2 et 3.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Monsieur Ogi, vous ne l'avez pas proposé. Je vous demande donc de prendre position à la tribune.

Ogi Pierre, PSR: Il a été fait mention de tant d'avis par rapport à cette question ce soir. Je suis complètement opposé à cette externalisation des repas et j'aimerais pouvoir m'exprimer séparément sur chaque point du projet d'arrêté.

Vote

sur la proposition de Monsieur Ogi de voter séparément chaque point du projet d'arrêté.

La proposition est refusée.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 6 juillet 2012 concernant « Fourniture des repas aux écoles à journée continue par un tiers », et s'appuyant sur l'art. 39, al. 1, let. e du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (SGR 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête:**

1. Le Conseil de ville autorise le Conseil municipal à déléguer la préparation et la livraison des repas pour les écoles à journée continue de la Ville à des tiers
2. Les dépenses qui y sont liées ne doivent pas excéder 600'000 fr. par an.
3. **Le Conseil municipal transmet au Conseil de ville jusqu'à début 2015 au plus tard un rapport sur la qualité des repas livrés ainsi que sur le taux de satisfaction de tous les acteurs. Il doit également indiquer si la collaboration avec le prestataire de services a fait ses preuves, s'il y a des fournisseurs de remplacement dans notre région ou si les repas peuvent être confectionnés en propre régie (écoles biennoises ou autres).**
4. Le Conseil municipal peut déléguer cette compétence à la Direction de la formation, de la culture et du sport.

114. Motion urgente interpartis 20120159, Max Wiher, PVL/Groupe culturel interpartis, "L'aula du campus comme salle d'événements"

(Texte de la motion urgente et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 1)

Le Conseil municipal propose d'adopter et de radier du rôle la motion.

Wiher Max, GLP: Die Kulturgruppe dankt dem Gemeinderat, dass er ihre Motion erheblich erklären will und ihr Anliegen mit dem Kanton besprochen hat. Gar nicht einverstanden ist sie aber damit, dass der Gemeinderat die Motion nach einem einzigen Gespräch mit dem Kanton bereits abschreiben will. Dafür erwartet die Kulturgruppe klar einen grösseren Einsatz. Vorliegende Motion könnte der Stadt Einsparungen von CHF 10 - 20 Mio. einbringen. Abgesehen davon sind Events mit überregionaler Ausstrahlung für Biel in vielerlei Hinsicht eine grosse Bereicherung: es kommen viele auswärtige Gäste, was Hotelübernachtungen und damit Arbeitsplätze generiert. Infrastruktur ist für Imagegewinn und Standortvorteil wichtig. Aus all diesen Gründen verlangt die Kulturgruppe, dass sich der Gemeinderat entsprechend einsetzt. Ein so grosses Ziel wird unmöglich in einem einzigen Gespräch erreicht. Der Gemeinderat soll den Stadtrat auch weiterhin über den Stand des Prozesses informieren, denn falls der Eventsaal in der Campusaula nicht möglich wäre, wäre es wichtig, dass der Stadtrat informiert würde und Alternativen prüfen könnte. Allen, welche die Motion wörtlich auslegen und als erfüllt abschreiben wollen, möchte ich entgegenen, dass der eigentliche Sinn der Motion und ihr grosses Potenzial dadurch verloren ginge. Es geht nicht um Spitzfindigkeiten, sondern um eine grosse Vision. Der Stadtrat soll sich gemeinsam mit dem Gemeinderat gegenüber dem Kanton für dieses Bieler Anliegen einsetzen. Die Aufrechterhaltung der Motion kostet die Stadt nichts, könnte ihr aber viele CHF Millionen einbringen. Deshalb bitte ich alle budgetbewussten Stadtratsmitglieder, also alle, die hinter der Bieler Kultur stehen, die überparteiliche Kulturgruppe zu unterstützen, indem sie helfen, die Abschreibung der Motion abzulehnen. Diese soll erst abgeschrieben werden, wenn das Ziel erreicht ist. **Ich stelle den Antrag**, die Motion erheblich zu erklären, **aber nicht abzuschreiben**. Dazu habe ich noch vier Fragen an den Gemeinderat:

1. Wie verlief das Gespräch mit dem Kanton?
2. Wie reagierte der Kanton auf das Begehren der Stadt?
3. Wie stehen die Chancen auf Umsetzung?
4. Wie wird der Stadtrat künftig über den Stand der Gespräche in diesem Zusammenhang informiert?

Sermet-Nicolet Béatrice, PSR: Je m'associe au discours de Monsieur Wiher étant donné que finalement cette motion est un renforcement pour le Conseil municipal actuellement en tractation ou en négociation avec les Autorités cantonales. Si le projet devait aboutir, une salle plus grande ou assez grande permettrait d'organiser des événements, qui n'ont pas de place dans d'autres salles. Pour l'instant, il s'agit d'une salle que la Ville n'aurait pas à financer et je crois qu'il est important de maintenir cette motion pour conserver ce poids et cette pression, en vue de ces tractations. Il me paraît important, que le Conseil de ville, une fois n'est pas coutume, soit unanime, tous partis confondus, pour soutenir un projet à l'avantage de la Ville de Bienne et qui pourrait être mené d'entente avec le Conseil municipal. Je vous invite donc à maintenir cette motion, comme le propose le Groupe culture interpartis.

Brassel Urs, FDP: Die Fraktion Forum unterstützt das Anliegen dieser Motion. Wenn der Campus in Biel gebaut wird, macht es Sinn, einen multifunktionellen Saal zu erstellen, der nicht nur für die Schule gebraucht werden kann, sondern auch für Konzerte. Einen Saal, der grösser ist als die bisher zur Verfügung stehenden Räumlichkeiten und der auch für Generalversammlungen und so weiter verwendet werden kann. So können Synergien genutzt werden und das ist gut. Eigentlich ist die Motion mit der Antwort des Gemeinderats erfüllt. Aber eben: es geht noch lange, bis dieses Vorhaben realisiert werden kann. Das Anliegen ist ja auch im Sinn des Gemeinderats und, wie ich spüre, des Stadtrats. Würde die Motion nicht abgeschrieben, könnte der Druck auf den Kanton aufrecht erhalten bleiben. Zwar hat die Fraktion nicht darüber beschlossen, persönlich werde ich aber dafür stimmen, die Motion nicht abzuschreiben. Ich hoffe, dass die einen oder anderen Mitglieder meiner Fraktion diese Meinung teilen.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Ich glaube bezüglich des Endziels bestehen keine Differenzen: Gemeinde- und Stadtrat wollen, dass im Rahmen des Campusbaus auch eine Eventhalle realisiert wird. Wahrscheinlich wird es zu einer Kombination von Auditorium für die Hochschule und einer möglichen Nutzung als Eventhalle in den Randzeiten und am Wochenende kommen. Ich bin froh, dass Herr Brassel sagte, der Vorstoss sei an sich erfüllt, denn sie verlangte ganz klar, "*... dass bei der Planung des Campus bereits zu Beginn Folgendes berücksichtigt wird: ...*". Das tat der Gemeinderat. Deshalb stört es mich, wenn Herr Wiher nun sagt, der Gemeinderat zeige zu wenig Einsatz. Der Gemeinderat brachte die geforderten Punkte sehr rasch, nämlich bereits bei der ersten Sitzung, ein. Damit hat er den Auftrag erfüllt. Ich wehre mich nicht dagegen, die Motion nicht abzuschreiben. Das hat keinen Sinn. Ausserdem könnte die Motion tatsächlich als Druckmittel dienlich sein. Die Kritik am Gemeinderat muss ich aber zurückweisen, da er das Anliegen der Motion einbrachte.

Herr Wiher fragt, wie der Gemeinderat in Zukunft informieren wolle. Für nicht abgeschriebene Vorstösse muss alle zwei Jahre beim Stadtrat eine Fristverlängerung eingeholt werden. In diesem Rahmen wird der Stadtrat jeweils über den neuesten Stand orientiert. Das wird auch bei der vorliegenden Motion der Fall sein, sollte sie heute nicht abgeschrieben werden. Über die Realisierungschancen kann in einem so frühen Stadium noch nichts gesagt werden. Das Gespräch mit dem Kanton verlief aber sehr angenehm und der Gemeinderat stiess auf offene Ohren. Nun muss dieser Prozess gemeinsam weitergegangen werden. Wie bei Verhandlungen üblich, können nicht immer alle Details im Licht der Öffentlichkeit besprochen werden. Es braucht manchmal eine gewisse Vertraulichkeit und eine gewisse Basis, auf welcher gemeinsame Lösungen gesucht werden können. Selbstverständlich wird der Stadtrat aber erfahren, wenn konkrete Probleme auftauchen. Das erachte ich sogar als noch wichtiger, als die vorliegende Motion nicht abzuschreiben. Gerade dann könnten nämlich Vorstösse in geeigneter Form hilfreich sein, die auf ein zur Debatte stehendes Problem fokussieren statt auf generelle Anliegen. Übrigens könnte es auch sein, dass im Grossen Rat zu gegebener Zeit mit einem Vorstoss nachgefasst werden müsste. Von den Mitgliedern des Grossen Rates ist heute nur Frau Rüfenacht anwesend... Gelegentlich soll übrigens vom Kanton eine Begleitgruppe zum Campus Biel eingesetzt werden, in der auch Mitglieder des Grossen Rates einsitzen werden. All diese Ebenen müssen gemeinsam genutzt werden können. In diesem Sinne kann ich der Kulturgruppe zusichern, dass der Gemeinderat auf allen nötigen Ebenen das Thema vertritt. Das wird er aber auch tun, sollte die Motion abgeschrieben werden.

Wenn der Geist weiterweht, der beim ersten Gespräch mit dem Kanton herrschte, gehe ich davon aus, dass das Campusprojekt gelingen wird.

Wiher Max, GLP: Ich wollte dem Gemeinderat nicht vorwerfen, er habe bisher zu wenig Einsatz gezeigt. Mein Anliegen war vielmehr, dass, sollte die Motion nun abgeschrieben werden, der Eindruck entstehen könnte, das Thema sei erledigt. Ich möchte mich im Gegenteil also bedanken für den raschen und anscheinend erfolgreichen Einsatz des Gemeinderats. Diesen begrüsse ich sehr. Sollten meine Worte als Vorwurf empfunden worden sein, nehme ich diese zurück. Ich spüre, dass sehr konstruktiv und lösungsorientiert gearbeitet wird und ich freue mich auf die künftige Zusammenarbeit. Ich bin gespannt darauf, was auf kantonaler Ebene möglich sein wird. Ich bitte nochmals darum, die Motion nicht abzuschreiben.

Vote

sur la proposition de Monsieur Wiher d'adopter la motion mais de ne pas la radier du rôle comme étant réalisée.

La proposition est acceptée.

115. Interpellation urgente 20120160, Daniel Hügli, Groupe socialiste, "Supprimer les privilèges fiscaux et garantir des recettes fiscales"

(Texte de la l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 2)

L'interpellant est satisfait de la réponse du Conseil municipal.

Hügli Daniel, SP: Ich kann es vorwegnehmen: inhaltlich bin ich von der Antwort des Gemeinderats befriedigt. Von der Form her sieht es aber anders aus, diese befriedigt mich nicht. Unter dem Strich bin ich aber trotzdem befriedigt. Worum geht es in dieser Interpellation oder besser gesagt in der Initiative, auf welche diese Interpellation Bezug nimmt? Es geht darum, dass Steuergeschenke, die der Grosse Rat für höhere Einkommen und Vermögen beschlossen hat, rückgängig gemacht werden. Dies klar mit der Absicht, dass der Service Public des Kantons aber auch der Gemeinden beibehalten werden kann. Bei der Initiative "Faire Steuern für Familien" geht es nur in zweiter Linie um die Entlastung von Familien durch einen höheren Kinderabzug. Erst in dritter Linie geht es schliesslich um faire Steuern, also um die Abschaffung der ungerechten Pauschalbesteuerung für reiche AusländerInnen. Diese könnten auch als Steuerabzocker betitelt werden, da sie mit einem meist kleinen Pauschalbetrag ihre Steuern im Kanton Bern begleichen können. Sie stehen im Gegensatz zu unzähligen anderen, die jedes Fünfrappenstück angeben und versteuern müssen.

Weshalb bin ich mit der Form der Beantwortung nicht einverstanden? Aus der Antwort des Gemeinderats wird eine ziemliche Mutlosigkeit deutlich. Er stützt sich auf einen Entscheid des Bundesgerichts und folgt dem Buchstaben des Gesetzes. Gemeinden aus dem Berner Oberland gaben aber beispielsweise CHF 100'000.- aus

für eine Kampagne gegen die Initiative. Auch wurden einseitig geprägte Veranstaltungen durchgeführt, an welchen die Bevölkerung darüber informiert wurde, dass die Initiative abzulehnen sei. Im Hinblick auf diese Beträge fällt die Antwort des Gemeinderats sehr dürrtig aus, denn sie ist nichtssagend. Diese Initiative bringt der Stadt viel und auch der Gemeinderat sollte gemerkt haben, dass er sich stärker einsetzen müsste. Wenn die Initiative angenommen wird, kann die Stadt mit Mehreinnahmen von CHF 2,1 Mio. rechnen. Sie resultieren vor allem daraus, dass Steuersenkungen für höhere Einkommen und Vermögen rückgängig gemacht würden. In Anbetracht der anstehenden Diskussionen über das Budget 2013 ist das nicht wenig. Sicher spielt es eine Rolle, ob die Stadt die CHF 2,1 Mio. hat oder nicht. Deshalb hätte ich vom Gemeinderat trotz des erwähnten Bundesgerichtsentscheids mehr Einsatz erwartet und bin von der Form der Beantwortung nicht befriedigt.

Kaufmann Stefan, FDP: Nach dem Lesen dieser Interpellation erstaunte es mich, dass sich Herr Hügli die Antworten nicht gerade selber gab, stellte er doch Suggestivfragen... Folgende zwei Punkte möchte ich noch erwähnen: Erstens bin ich der Meinung, dass diese Interpellation nicht in den Stadtrat gehört, sondern eher in den Grossen Rat. Zweitens wird der Stadtrat heute zu einem späteren Zeitpunkt nochmals einen Vorstoss von Herrn Hügli behandeln (Interpellation 20110343, Daniel Hügli, Fraktion SP «Ausgliederung des ESB: Abstimmungspropaganda mit städtischen Steuergeldern gegen die Interessen der Stadt Biel?»). Darin sagt Herr Hügli, die öffentliche Hand solle sich nicht in solche Abstimmungen einmischen. Nun frage ich mich, wer denn bestimmt, ab und wann sich die öffentliche Hand in Abstimmungen einmischen soll? Entweder mischt sich das Gemeinwesen in Abstimmungsfragen ein oder eben nicht. Ich finde die Antwort des Gemeinderats gut. Es kann nicht sein, dass sich die öffentliche Hand nur dann einmischt, wenn es jemandem passt. Eine gewisse Regelung wäre hier nötig. Eine solche fehlt mir. Ich bin gespannt, was Herr Hügli bei der Behandlung des anderen Vorstosses sagen wird.

Magnin Claire, Les Verts: J'ai également été un peu surprise par la réponse si peu courageuse du Conseil municipal à cette interpellation, en particulier concernant les forfaits fiscaux. Or, les conséquences de ces forfaits fiscaux sur les États sont bien connues aujourd'hui, notamment en ce qui concerne la fuite des capitaux et des impôts. J'espère, que la Ville de Bienne se positionne de manière plus claire à ce sujet en solidarité avec les pays qui souffrent aujourd'hui d'un manque énorme de rentrées fiscales dû au système en vigueur en Suisse.

Freuler Fritz, Grüne: Ich möchte Herrn Kaufmann erläutern, weshalb der Gemeinderat bei der erwähnten Abstimmung Stellung nehmen könnte, wie dies im Übrigen auch der Regierungsrat tat. Es geht um grundlegende Fragen rund um das Gerechtigkeitsempfinden. Wieso werden gewisse Personen vom Steuergesetz ausgenommen und erhalten eine Sonderbehandlung? Ich nehme ja nicht an, dass hier im Stadtrat Personen sitzen, die in Biel pauschal besteuert werden... Diese Frage der Pauschalbesteuerung beschäftigt die Bevölkerung stark und ich bin überzeugt, dass dies das Resultat der Abstimmung zeigen wird, indem die Initiative angenommen wird. Die Bevölkerung kann diese Ungleichbehandlung nicht weiter ertragen. Gewisse Kreise nutzen diese Missstimmung für ihren Wahlkampf, sie sprechen von Missbrauch, von Personen die kaum Mittel zur Verfügung haben und Personen die am Existenzminimum oder sogar darunter leben. Sie sprechen auch

davon, dass das Recht angewandt werden muss, dass Sozialdetektive angestellt werden sollen etc. Meines Erachtens muss aber auch auf der Ebene der Milliardäre Recht angewandt werden! Soweit zu meinem ersten Argument. Das zweite ist meines Erachtens dasjenige, dass wenn die Initiative nicht angenommen werden sollte, der Stadt Steuereinnahmen in der Höhe von rund CHF 2 Mio. fehlen würden. In einem Monat wird der Stadtrat darüber zu diskutieren haben, wo überall gespart werden soll. Es wird über Sparvorschläge in der Höhe von tausenden Franken zu befinden sein. Bei der Steuerinitiative geht es aber um CHF 2 Mio.! Insofern denke ich, dass eine Regierung im Interesse des Gemeinwesens Position beziehen darf, denn ihr Interesse entspricht auch den Interessen der Bieler Bevölkerung. Der Stadtrat könnte die Regierung darin unterstützen.

Kaufmann Stefan, FDP: Nur die dümmsten Kälber suchen ihren Metzger selber. Vielleicht müsste man sich einmal fragen, weshalb so viele Personen, die in Bieler Unternehmen auf der Chefetage arbeiten, nicht im Kanton Bern wohnen. Der Kanton Bern hat für Private eine exorbitante Steuerlast. Der Grosse Rat korrigierte das, um den Kanton Bern im Steuerwettbewerb wieder etwas besser zu positionieren. Selbstverständlich kann das rückgängig gemacht und die Pauschalbesteuerten zum Teufel gejagt werden. Man kann die Pauschalbesteuerung rückgängig machen. Trotzdem werden die Betroffenen ihre Chalets in Gstaad behalten. Sie zahlen dann einfach noch Liegenschaftssteuer, aber nicht mehr geschätzte CHF 1,5 Mio., den heutigen Pauschalsteuerbetrag. Die Pauschalbesteuerung ist damit nicht im engeren Sinn gerecht. Pauschal besteuerte Personen zahlen etwas, was sie vielleicht gar nicht zahlen müssten, sofern sie ihren Wohnsitz nicht hier hätten. Deshalb gibt es keine Steuergerechtigkeit. Alle Steuerzahlenden empfinden Pauschalsteuern als ungerecht. Im Moment ist es tatsächlich so, dass die Steuerlast effektiv relativ ungerecht verteilt ist, weil der Kanton Bern im schweizerischen Vergleich ganz schlecht dasteht...

Hügli Daniel, SP: Ich kann die Widersprüche gerne gerade auflösen, damit Herr Kaufmann heute gut schlafen kann... Eigentlich wollte ich noch nicht dazu sprechen, sondern erst bei meiner zweiten Interpellation, die heute noch auf der Traktandenliste steht. Dort geht es nicht um das Ausgeben von Steuergeldern, sondern um eine klare Kommunikation seitens des Gemeinderats. Das kostet nichts. In meiner Interpellation (201103461 "Ausgliederung des Energie Service Biel ESB: Abstimmungspropaganda mit städtischen Steuergeldern gegen die Interessen der Stadt Biel?") war auch klar die Rede von den Interessen der Stadt und der Bieler Bevölkerung. Aus meiner Sicht, der Sicht der Gewerkschaften und einem Teil der Linken, erfolgte die Ausgliederung des ESB gegen die Interessen der Stadt. Das wäre auch der Fall, wenn die "Gemeindeinitiative zum Schutz des städtischen Leitungsnetzes" abgelehnt würde. Bei der von mir angesprochenen neutralen Abstimmungsinformation geht es um die Abstimmungsbotschaft. Es macht den Anschein, dass diese in meiner Interpellation 201103461 ziemlich neutral daher kommt.

Zur vorliegenden Interpellation möchte ich nun nicht wieder die grosse Diskussion führen. Sie hat bereits im Grossen Rat und während des ganzen Abstimmungskampfes stattgefunden. Es geht nun nur noch darum, zu klären, ob der Gemeinderat nicht den Auftrag hat, gegenüber der Öffentlichkeit und der Bevölkerung klar zu kommunizieren, welche Auswirkungen eine Ablehnung der Initiative "Faire Steuern für Familien" auf das Budget der Stadt hat.

Freuler Fritz, Grüne: Zur Aussage, rund CHF 350 Mio. Pauschalsteuern würden nicht mehr bezahlt bei Ablehnung der Initiative, gibt es ein Beispiel. Das Zürcher Stimmvolk hat die Pauschalsteuern abgeschafft und es gibt mittlerweile Erfahrungswerte darüber, was danach geschah. Tatsächlich sind pauschalbesteuerte Personen in die Nachbarkantone abgewandert. Das Steuersubstrat konnte aber gehalten werden. Diejenigen, die geblieben sind, kompensieren die Abgänge. Das ist eine Realität. Ein Rückgang ist zwar möglich. Das Problem wird aber nicht über Pauschalsteuern gelöst. Es ist vielmehr so, dass diese Personen ihre Steuergelder eigentlich ihren Herkunftsländern vorenthalten. Dort fehlen diese auch! Die Schweiz kann nicht einfach sagen, das gehe sie nichts an.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Herr Hügli, es tut mir leid, ich habe sie vorhin beim Grossrats-Screening übersehen... Selbstverständlich sind auch Sie dazu aufgerufen, sich für eine Eventhalle im Campus einzusetzen. Aber zurück zum eigentlichen Thema...

Es gilt, zu unterscheiden zwischen inhaltlichen Fragen und der Frage wie sich das Gemeinwesen in einen Abstimmungskampf einbringen soll. Das sind zwei unterschiedliche Aspekte. Mit dem Verweis auf den Vorstoss (Interpellation 201103461 "Ausgliederung des Energie Service Biel ESB: Abstimmungspropaganda mit städtischen Steuergeldern gegen die Interessen der Stadt Biel?") haben Sie das Problem selber aufgezeigt, Herr Hügli: Ihrer Überzeugung nach wäre die Unterstützung der Initiative "Faire Steuern für Familien" im Interesse der Bieler Bevölkerung, die Ausgliederung des ESB hingegen nicht. Das ist Ihre persönliche Überzeugung. Letztendlich ist es aber an der Mehrheit, zu bestimmen, was im Interesse der BielerInnen ist. Nun stellt sich aber die Frage: die Mehrheit wovon? Eine Mehrheit des Gemeinderats, eine solche des Stadtrats? Diese Frage ist schwierig zu beantworten. Wenn versucht wird, die Regierung für Abstimmungskampagnen zu instrumentalisieren, wird die Rollenteilung unseres Staatswesens tangiert. Das mag in gewissen Fällen - sofern es den eigenen Interessen dient - reizvoll sein. Es gibt aber auch Situationen, wenn beispielsweise unterschiedliche Ansichten zwischen Exekutive und Legislative bestehen, in welchen solche Aufträge in eine nicht genehme Richtung gingen. Der Gemeinderat, aber auch ich, finden, dass es in der Schweiz auf allen politischen Ebenen (Exekutive und Legislative) genügend Möglichkeiten gibt, sich in solche Abstimmungskämpfe einzubringen und Positionen zu vertreten. Ich erinnere an die Wirkung von Initiativen und Referenden. Auch ParlamentarierInnen und Parteien können sich für Biel einsetzen, nicht nur der Gemeinderat. Ich finde es sehr heikel, wenn sich eine Exekutive in Abstimmungskämpfe auf einer anderen politischen Ebene einzumischen, auch wenn eine gewisse Betroffenheit vorhanden ist. Die bundesgerichtliche Rechtsprechungspraxis, wonach dies für eine Exekutive nur zulässig sei, wenn eine spezielle und im Quervergleich zu anderen Gemeinwesen überdurchschnittliche Betroffenheit vorliege, finde ich dennoch sinnvoll. Ansonsten wären die Exekutiven permanent in irgendwelche Abstimmungskämpfe involviert. Das wäre kaum sinnvoll, vor allem auch deshalb, weil es auch an der Exekutive ist, jeweils für einen gewissen Ausgleich besorgt zu sein und sie für die grosse Mehrheit der BielerInnen da zu sein hat. Gerade bei Fragen, wo sich knappe Mehrheiten abzeichnen, macht es keinen Sinn, sich zu exponieren. Dafür ist ein Parlament da. Es könnte andernfalls nämlich auch sein, dass die bürgerliche Stadtrats-Mehrheit eines Tages den Gemeinderat beauftragte, in einer Art und Weise Stellung zu beziehen, die Herrn Hügli nicht

passen würde. Deshalb plädiere ich klar dafür, unabhängig vom konkreten Anlass sowohl die Rollenverteilung als auch die unterschiedlichen Rollen zu respektieren. Langfristig zahlt sich das aus. Abgesehen davon ermöglicht dies allen ParlamentarierInnen, sich zu profilieren.

Nun zu den inhaltlichen Fragen, wobei sich in mir der frühere Steuerfachmann regt: Herr Kaufmann, ich muss Sie korrigieren. Die Pauschalsteuer ist eine Einkommenssteuer. Sie ist einfach speziell bemessen, gilt aber systematisch als Einkommenssteuer. Die Erhebung erfolgt einfach nicht im das ordentlichen Verfahren, das wir alle kennen. Für Biel ist die Pauschalsteuer irrelevant. Klar kann sie unter ethisch-moralischen Gesichtspunkten angeschaut und beurteilt werden. Vom Bieler Steueraufkommen her spielt sie aber keine Rolle. In Biel wohnte noch nie mehr als eine pauschalbesteuerte Person aufs Mal. In der ganzen Geschichte Biels waren es, so glaube ich, gesamthaft drei und es waren nicht solche Personen, wie Sie sich vorstellen. Es handelte sich nicht um Bertarelli, Roger Moore oder Johnny Hallyday. Vielmehr waren es irgendwelche pensionierte Deutsche, die hier eine Freundin hatten oder denen der Bielersee gefiel und die zufällig, weil sie nicht mehr erwerbstätig waren, den Status für eine Pauschalbesteuerung erfüllten. Deshalb grinste ich vorhin auch, als Herr Freuler sagte, die Pauschalbesteuerten seien nicht hier im Saal. Da eine Pauschalbesteuerung für SchweizerInnen gar nicht in Frage kommt, können sie auch nicht anwesend sein, es sei denn, auf der Tribüne. Sie können sich also nicht für ihre Interessen wehren. Etwas anders sieht es in der Tat bei der Frage nach den Auswirkungen von Steuertarifen und -abzügen aus. Diese wirken sich auf die Steuereinnahmen der Stadt aus. Deshalb legte der Gemeinderat die betreffenden Zahlen offen. Der Gemeinderat sagt, Einnahmen und Ausgaben müssten in einem gesunden Gleichgewicht stehen und insbesondere müssten genügend Einnahmen generiert werden, um die vom Staat geforderten Leistungen zu finanzieren. Damit dürfte klar sein, wie sich der Gemeinderat zur Initiative stellt. Im Übrigen sind diese Erträge im heute vorgestellten Budget 2013 miteingerechnet. Das zeigt auch, welchen Abstimmungsausgang der Gemeinderat erwartet. Das allein rechtfertigt aber noch nicht, dass sich der Gemeinderat in den Abstimmungskampf einbringt. Das müssen andere Personen auf anderen Ebenen tun.

Noch zum Thema Solidarität und Personen, die den Kanton Bern verlassen: ich finde, es gibt dazu auch einige schlechte Beispiele. Was den Besitzer der Firma Glas Trösch aus Bützberg anbelangt, finde ich es beispielsweise ethisch-moralisch verwerflich, wenn jemand seine Firma im Kanton Bern hat, von unzähligen Infrastrukturleistungen profitiert, sich dann aber auf diese Art und Weise aus dem Staub macht. Das finde ich nicht korrekt. Zum Glück handelt es sich aber um Einzelfälle. Es ist aber schon so, dass die Steuerbelastung und auch die Progression so ausgestaltet sein müssen, dass von den Besserverdienenden und Vermögenden ein überproportionaler Beitrag an das Gemeinwohl verlangt werden kann. Darauf basiert letztendlich die Solidarität in unserem Staatswesen. Es darf aber der Punkt nicht überschritten werden, bei dem eine allzu grosse Zahl dieser Personen es nicht mehr als zumutbare Solidarität, sondern als Überstrapazierung des Solidaritätsgedankens anschaut. Wo dieser Punkt liegt, ist im Einzelfall und individuell zu beurteilen. Bis jetzt gelang es in der Schweiz, im Kanton Bern und auch in Biel nicht schlecht, diese Balance zu finden. Dieser Weg sollte weiter beschritten werden. Selbstverständlich ist es aber ein Anliegen der Stadt, dass Mittel zur Verfügung stehen, um das gewünschte und politisch definierte Leistungsangebot nachhaltig zu

finanzieren. Wenn ich das nun alles gesagt habe, versteht der Stadtrat wohl, dass ich Ausdrücke wie "mutlos" nicht für korrekt halte. Der Gemeinderat erläuterte klar die Auswirkungen der Initiative auf die Erträge. Damit können sich die BielerInnen selber ein Bild machen. Die Zahlen sind öffentlich. Ich plädiere aber klar dafür, dass das Parlament die Regierung nicht dazu anhalten sollte, sich für Abstimmungskämpfe auf anderer politischer Ebene zu engagieren. Das könnte langfristig zum Boomerang werden...

116. Motion 20120045, Pascal Fischer, PPB plus, "Taxes de stationnement excessives pour 30 minutes"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 3)

Le Conseil municipal propose de transformer la motion en postulat, de rejeter le point 1 de l'intervention (adaptation des intervalles pour la fixation des taxes de stationnement), mais d'adopter et de radier du rôle comme étant réalisé le point 2 de l'intervention (problème de monnaie).

Fischer Pascal, Die Eidgenossen: In meiner Motion geht es darum, bei Parkieranlagen und im konkreten Fall beim Altstadtparking, den Takt zu ändern. Im Moment wird ein Einheitspreis von CHF 2.20 erhoben der sich im Halbstundentakt um CHF 1.10 erhöht. Wer also nach 31 Minuten ins Parkhaus zurückkommt, zahlt bereits CHF 1.10 mehr. Ich schlug vor, beispielsweise statt eines Halbstundentaktes einen solchen von einer Viertelstunde à CHF 0.50 einzuführen. Zur Antwort bekam ich, dass in Biel eine solche Änderung relativ schwierig zu realisieren sei, da die Parkieranlagen mit verschiedenen Automatentypen ausgerüstet seien. Aktuell stünden nur im Altstadt- und im Bahnhofparking Automaten, mit welchen eine solche Taktänderung umgesetzt werden könnte. Ich habe mich in der Folge bei der Firma APCOA, welche diese Automaten unterhält, schlaugemacht und fragte nach, wie schwierig es sei, den Takt zu ändern.

Ich erhielt zur Auskunft, dass die Änderungen von Tarifen und Zeittakten grundsätzlich abhängig von der technischen Generation der jeweiligen Automaten sind. Bei den Parkieranlagen Bahnhofparking als auch Altstadtparking ist auf Grund des Alters (10 Jahre) der Anlage für eine Änderung folgendes Prozedere notwendig: zunächst muss beim Hersteller ein sogenannter "Flash Prom" (Chip) hergestellt werden und in den Zentralrechner der Anlage eingebaut werden. Für jeden weiteren Kassenautomat muss ebenfalls ein solcher Prom gefertigt werden, wobei aber die Produktionskosten für diesen tiefer ausfallen, da sie kopiert werden können. Der Grundpreis für den "Flash Prom" liegt bei CHF 1.000,- für die zusätzlichen je CHF 250,-. Bei einer neuen Anlage, wie beispielsweise im Altstadtzentrum, ist eine andere Vorgehensweise notwendig, wobei eine Takt- oder Tarifumstellung auf zwei Arten erfolgen kann:

1. Änderungen werden über die APCOA-eigene Betriebsleitung durchgeführt. Hieraus ergeben sich keine finanziellen Aufwendungen.
2. Sofern für die Anlage mit dem Hersteller ein Fernwartungsvertrag abgeschlossen wurde, kann der Hersteller mittels Internet u. a. solche Änderungen vornehmen.

Für einen Fernwartungsvertrag sind aber zum Einen eine monatliche Gebühr fällig und der Änderungsvorgang wird nochmal gesondert je nach Aufwand berechnet.

Leider hatte sich der Generalunternehmer (HRS) für das Altstadtparking nicht für diese letzte Automatenoption entschieden. HRS hat diese Anlage geplant und installiert, wobei weder die Stadt Biel noch die APCOA Einfluss auf die Konfiguration oder den gewählten Hersteller hatten. Ich hege daher den Verdacht, dass hier für veraltete Technologie zuviel ausgegeben wurde.

Als zweites habe ich die Rückgeldproblematik bei den Kassenstationen auf dem Gaswerkareal kritisiert. Bereits als vierter oder fünfter Kunde wurde man mittels eines Tickets aufgefordert, das Retourgeld im Bahnhofparking zurückzuverlangen. In seiner Antwort schreibt der Gemeinderat, dieses Problem sei behoben und dieser Aspekt der Motion könne abgeschrieben werden. Das stimmt. Das Problem wurde gelöst, aber nicht in meinem Sinn. Es wurde keine Lösung in dem Sinne gesucht, dass mehr Rückgeld zur Verfügung steht, sondern es wurde der Takt geändert. Also genau das, was der Gemeinderat behauptet sei schwer realisierbar! Hat man bisher für eine halbe Stunde CHF 1.10 bezahlt und für eine ganze CHF 2.20, kostet die volle Stunde nun CHF 2.00. Somit muss kein Rückgeld mehr vorgesehen werden. Damit ist das Problem gelöst, aber nicht auf die feine Art, denn das Parkieren kostet nun nicht mehr CHF 1.10 pro 30 Minuten oder CHF 2.20 pro Stunde, sondern CHF 2.00 pro Stunde, das heisst, für 61 Minuten Parkieren sind jetzt CHF 4.00 statt CHF 3.30 zu bezahlen... Das ist nicht im Sinn meiner Motion und ich finde es auch nicht fair gegenüber den Automobilisten. **Deshalb halte ich an der Motion fest** und bitte den Stadtrat, mir zu helfen, damit der Gemeinderat nochmals über die Bücher geht. Ich denke, die Kosten pro Automat sind nicht zu hoch, um den Takt auf 15 Minuten zu ändern...

Schwickert Barbara, Sicherheitsdirektorin: Herr Fischer hat in einem Punkt recht: die Möglichkeiten der Anlagen in den Bieler Parkhäusern sind limitiert. Leider ist das auch beim Altstadtparking der Fall. Das wurde dem Gemeinderat erst richtig bewusst, als er die Parkgebühren von CHF 2.00 auf CHF 2.20 anpasste. Damals begann das Problem mit dem Wechselgeld, denn für den geforderten Betrag braucht es bedeutend mehr Kleingeld, um das Retourgeld auszuzahlen. Das schaffen die hiesigen Kassenautomaten tatsächlich nicht. Es ist also sicher nicht das beste System. Allerdings ist es das System, das die Stadt bereits verwendete. Der Gemeinderat und insbesondere die Parking AG standen vor der Frage, wie dieses Problem zu lösen ist. Herr Fischer erwähnte verschiedene mir nicht bekannte Szenarien, welche vielleicht nochmals geprüft werden könnten. Dazu kann ich aber nicht detailliert Stellung nehmen. Aber auch die Parking AG klärte die Kosten für eine Taktänderung bei den Parkinggebühren ab. Sie wären sehr hoch und der Gemeinderat kam zum Schluss, dass im heutigen Zeitpunkt eine Umrüstung der technischen Installation nicht opportun ist. Der Gemeinderat kann sich aber vorstellen, bei den Anlagen einen Generationenwechsel vorzunehmen, wenn das neue Parking auf dem Gaswerkareal den Betrieb aufnimmt. Bis dahin wurde das Problem tatsächlich dadurch gelöst, dass der Tarif bei den konzentrierten Parkieranlagen geändert wurde. Es wurde aber eine Tarifierhöhung, nicht eine Tarifierkung, veranlasst. Der Preis wurde nämlich von CHF 2.20 pro Stunde wieder auf CHF 2.00 pro Stunde gesenkt, um das Problem mit dem fehlenden Rückgeld zu umgehen. Das hat zur Folge, dass nun wieder gleich viel wie vor der Tarifänderung bezahlt wird. Soviel zum Problem des Rückgelds.

Nun noch zu der Frage, ob in konzentrierten Parkieranlagen in viertelstündigen Schritten abgerechnet werden könnte. Momentan müssen im Minimum 30 Minuten bezahlt werden. Der Gemeinderat legt in seiner Antwort klar dar, dass es sich um zwei Parkierungs-Kategorien handelt: Zum einen geht es um Kurzzeit-, zum anderen um Langzeitparkierung. Zudem listet der Gemeinderat die vielen Vorteile von konzentrierten Parkieranlagen auf. Weil die Parkzeit erst am Schluss bezahlt werden muss, riskiert man beispielsweise auch keine Busse. Der Gemeinderat ist der Überzeugung, dass der Minimalansatz von 30 Minuten richtig ist. Herr Fischer hält an der Motion fest. Der Gemeinderat zeigt demgegenüber unter Ziffer 3 klar auf, dass dieser Vorstoss gar nicht motionsfähig ist. Wenn schon, müsste Herr Fischer die Umwandlung in ein Postulat verlangen, denn die angesprochenen Aspekte werden in einer Verordnung geregelt, die in der abschliessenden Kompetenz des Gemeinderats liegt. Dieser beabsichtigt in Bezug auf die Zeitintervalle keine Änderungen. Die übrigen Fragen sind geklärt. Deshalb ist der Gemeinderat der Ansicht, dass er das Anliegen geprüft hat. Das Postulat ist somit erfüllt und sollte erheblich erklärt und abgeschrieben werden.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Eine meiner Rollen ist diejenige des Verwaltungsratspräsidenten der Parking AG. Wie die Sicherheitsdirektorin erklärte, funktioniert die Automatengeneration des neuen Altstadtparkings tatsächlich nicht optimal. Zur Erklärung: dieses Parking wurde mit einem Gesamtunternehmer-Mandat gebaut. In diesem waren gewisse Spezifikationen vorgegeben, aber natürlich nicht der detaillierte Automatentyp. Über das Bahnhofparking wurde noch nicht viel gesagt. Aber dort befinden sich die ältesten Kassenautomaten, die wirklich langsam ersetzt werden müssen! Die Idee ist, dass mit der Inbetriebnahme des Kongresshausparkings eine einheitliche Automatengeneration mit möglichst optimalem Funktionsumfang in Betrieb genommen werden kann. Möglichst optimal bedeutet ein gesundes Verhältnis zwischen Nutzen und Aufwand. Natürlich könnten auch Super-Anlagen eingebaut werden, diese kosten Stadt aber viel und das ist vielleicht auch nicht unbedingt sinnvoll. Es sollte einfach nicht übertrieben werden. Die APCOA ist Pächterin der beiden bereits in Betrieb stehenden Parkhäuser. Die Angestellten der APCOA kennen ihr Geschäft und die Bedürfnisse der Kundschaft viel besser als die Angestellten der Parking AG. Die Parking AG ist ja eine reine Immobiliengesellschaft. Deshalb sucht die Stadt nun zusammen mit der APCOA nach guten, kundenorientierten Lösungen. Die APCOA möchte Kundschaft in die Parkhäuser locken und das Parkieren attraktiver gestalten. Entsprechend kundenbezogen geht sie die Sache an. Ich bin davon überzeugt, dass eine gute Mitte zwischen Wünschbarem und Sinnvollem gefunden werden kann. Die stetig steigenden Nutzungszahlen im Altstadtparking beweisen, dass dieses nach rund einem Jahr langsam erfolgreich wird. Vielleicht erinnert dies die einen oder anderen Stadtratsmitglieder an die Anfänge des Bahnhofparkings. Dort verlief das Geschäft während zwei oder drei Jahren etwas harzig. Mittlerweile ist es ab und zu voll besetzt. Die Massnahmen der APCOA greifen also.

Fischer Pascal, Die Eidgenossen: Ich danke dem Gemeinderat und vor allem Herrn Fehr für seine Erklärungen. Frau Schwickert hat im Prinzip recht: der Preis für eine Stunde parkieren ging von CHF 2.20 auf CHF 2.- zurück. Trotzdem zahlen die Automobilisten nun eigentlich das Doppelte. Ich würde lieber CHF 2.20 pro Stunde bezahlen als CHF 2.-, denn wenn ich nach 61 Minuten zurück komme, muss ich

heute CHF 4.- bezahlen. Früher musste ich nur CHF 3.30 bezahlen, da im Halbstundentakt abgerechnet wurde. Somit bin ich mit Frau Schwickert nicht ganz auf gleicher Wellenlänge. Das spielt aber keine Rolle. Ich werde einen neuen Vorstoss mit ähnlichem Inhalt einreichen, der aber auch noch das neue Parking auf der Esplanade beinhalten wird. In diesem Sinn danke ich für die Beantwortung der Motion und **ziehe sie hiermit zurück.**

117. Motion 20120048, Roland Gurtner, Passerelle, "Réduire la pollution lumineuse et le gaspillage d'électricité"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 4)

Le Conseil municipal propose de transformer la motion en postulat et de l'adopter en tant que tel, pour permettre d'évaluer en détail la possibilité d'intégrer une réglementation sur la gestion des sources lumineuses dans le Règlement sur les réclames, en coordination avec l'élaboration du "plan lumière" de Bienne.

Gurtner Roland, Passerelle: Je remercie le Conseil municipal de sa réponse détaillée et le félicite pour sa volonté d'agir dans le sens de mon intervention. Je conçois que l'intégration de ces nouvelles dispositions dans différents règlements ne constitue pas une tâche facile et comprends, que le Conseil municipal ait besoin de temps pour trouver des solutions judicieuses. Ainsi, j'accepte la transformation de ma motion en postulat.

J'ai cependant encore quelques remarques et questions par rapport à cette réponse. Tout d'abord dans les considérations générales de la première page, je m'étonne que le Conseil municipal omette de mentionner la Loi cantonale sur l'énergie, celle-ci comporte pourtant également des dispositions contraignantes pour la Ville de Bienne. D'autre part, j'aimerais en savoir un peu plus sur ce "plan lumière" mentionné aux points 1 et 3:

- Par qui est-il élaboré?
- Où en sont les travaux?
- Quand sera-t-il terminé?
- Quand sera-t-il présenté au Conseil de ville et au public?

S'agissant du point 3, je comprends, que le Conseil municipal souhaite réfléchir à la question de l'éclairage des vitrines et des bâtiments du Centre-ville. Il s'agit, en effet, de faire preuve de souplesse, tout en gardant à l'esprit la volonté d'économiser un maximum d'électricité. La situation est néanmoins différente dans les quartiers. Il existe, par exemple à la route de Madretsch, un magasin de matelas qui reste éclairé toute la nuit et pas seulement les vitrines, mais le magasin entier! Cela représente une centaine de néons pour tout le magasin. Un tel gaspillage d'électricité est inadmissible! Il y a aussi certainement des économies d'énergie à réaliser aux Champs-de-Boujean, où la nuit il n'y a pas âme qui vive.

J'attends donc du Conseil municipal une réglementation claire, qui prescrive l'extinction des vitrines à partir d'une certaine heure, comme c'est le cas par exemple dans la commune de Pratteln près de Bâle. J'estime que ce principe devrait être

ancré dans le Règlement de police. Finalement, la réflexion par rapport à l'exploitation de synergies entre l'éclairage public et privé, soit l'utilisation des vitrines pour l'éclairage public, me paraît délicate. En effet, plusieurs questions se posent:

- Les commerçants concernés seront-ils indemnisés pour leurs prestations?
- Ne risque-t-on pas de créer des inégalités de traitement en tolérant ces exceptions? - N'y a-t-il pas là une sorte de relégation du service public à des privés?
- Que se passerait-il, par exemple, en cas de panne?

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Es gibt so viele Gesetze, dass nicht alle erwähnt werden können. Es stimmt aber, dass das von Herrn Gurtner angesprochene kantonale Energiegesetz (KE nG, BSG 741.1) in der Beantwortung fehlt. Es wurde die Frage gestellt, was mit dem Richtplan passiert. Damit befasst sich zurzeit die Stadtplanung in enger Zusammenarbeit mit der Sicherheitsdirektion. Bis Ende 2012 sollten konkrete Ergebnisse vorliegen. All die gestellten Fragen und Bemerkungen fliessen in die Arbeitsgruppe Leuchtplan ein. Diese befasst sich unter anderem mit der Leuchtreklame. Ich bitte also um Geduld bis Ende Jahr.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

118. Postulat 20120047, Christoph Grupp, Les Verts, "Tarifs de l'énergie à Bienne"

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 5)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat et de le radier du rôle comme étant réalisé.

Grupp Christoph, Grüne: Ich danke dem Gemeinderat für die Antwort zu den Bieler Energietarifen. Mich stört, dass bei den Gaspreisen im Fall einer Überschreitung einer (hohen!) Verbrauchsschwelle (23'000 kWh) Rabatte gewährt werden. Wer mehr verbraucht, zahlt also weniger. Das führt zu einem unschönen Effekt: Werden in einem Mehrfamilienhaus einer gewissen Grösse beispielsweise Sparmassnahmen ergriffen, erfolgt die Warmwasseraufbereitung etwa neu durch Solarkollektoren und sinkt dadurch der Gasverbrauch unter 23'000 kWh, wird die einzelne Kilowattstunde plötzlich teurer. Das finde ich störend und dieser Missstand muss aus der Welt geschafft werden. Der Gemeinderat stellt dies in seiner Antwort denn auch in Aussicht. Aktuell ist es allerdings noch nicht soweit: die Abklärungen sind nach wie vor in Gang, respektive die neuen Tarife stehen noch nicht fest. Was diesen Aspekt der Beantwortung meines Postulats anbelangt bin ich daher mit der Antwort des Gemeinderates nicht einverstanden. Hinsichtlich dieses Punktes kann das Postulat somit auch nicht abgeschrieben werden, zumindest nicht bis die Tarife auch tatsächlich erlassen und in Kraft gesetzt sind.

Im Elektrizitätsbereich ist es so, dass vor allem Grosskunden ihre Preise fast beliebig aushandeln können. Somit wird ein Grossverbrauch ebenfalls belohnt. Auch das mag störend sein, ist aber in Anbetracht des Marktumfelds wohl leider nicht anders lösbar. Ich bin froh, dass der ESB sich auf die Fahne geschrieben hat, auch Grosskunden zum Stromsparen anzuregen und dafür besorgt ist, dass sie ihren Strombedarf auch

senken. Zusammenfassend danke ich für die Antwort des Gemeinderats und **beantrage dem Stadtrat, das Postulat noch nicht abzuschreiben**, sondern zuzuwarten, bis die neue Tarifstruktur tatsächlich in Kraft tritt.

Schwickert Barbara, Sicherheitsdirektorin: Ich bitte den Stadtrat, Herrn Grupp zu folgen. Tatsächlich dachte der Gemeinderat, als er die vorliegende Beantwortung am 1. Juni 2012 verabschiedete, er sei heute weiter, als er nun ist. Er dachte nämlich, dass diese Anpassungen per 1. Oktober 2012 erfolgen. Das ist nun nicht der Fall und es wird voraussichtlich Frühling 2013, spätestens 1. Juli 2013, bis sie realisiert sind. Das hat mit dem neuen Netznutzungsmodell mit dem schönen Namen NEMO zu tun. Dieses verlangt vom ESB, sein Gasnetz nochmals neu zu bewerten. Das wird nun gemacht und die neuen Tarife sollen dann konsolidiert eingeführt werden. Am Grundsatz wird aber festgehalten, von dem her kann das Postulat erheblich erklärt, aber noch nicht abgeschrieben werden.

Vote

sur la proposition de Monsieur Grupp de ne pas radier du rôle le postulat.

La proposition est acceptée.

119. Postulat 20120049, Roland Gurtner, Passerelle, "Accroître la production de biogaz"

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 6)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

Gurtner Roland, Passerelle: Je constate avec plaisir qu'ESB est en contact avec des partenaires du Seeland ainsi qu'avec des responsables de ARA / Müve, en vue d'utiliser nos déchets pour la production de biogaz injectable dans le réseau. J'ignore, si entre le moment où la réponse a été rédigée et aujourd'hui Madame Schwickert peut déjà nous donner des informations sur ces contacts. Je tiens en tout cas à remercier le Conseil municipal de sa réponse et attends avec intérêt le rapport sur les démarches entreprises par ESB

Baltzer Niklaus, SP: Die Fraktion SP diskutierte dieses Postulat. Eines ihrer Mitglieder gehört unter anderem auch dem Verwaltungspräsidium der ARA / Müve an. Als Präsident war er natürlich nicht erfreut über die aktuelle Situation, da er bereits seit fast 20 Jahren Lösungen für eine bessere Gasversorgung sucht. Was im Postulat gefordert wird, ist heute bereits realisiert. Ein beachtlicher Teil des aus Klärschlamm gewonnenen Gases wird in Strom und Wärme umgewandelt. Dennoch ist klar, dass die Technologie sich weiter entwickelt und nicht stehen bleibt. Ich möchte daher festhalten, dass das Anliegen für die Fraktion SP nicht neu ist. In diesem Sinn unterstützt sie die Erheblicherklärung des Postulats.

Fischer Pascal, Die Eidgenossen: Ich habe eine Frage: wie kommt Biogas von Zürich nach Biel? Wird es mit Lastwagen transportiert, oder gibt es eine entsprechende Leitung?

Schwickert Barbara, Sicherheitsdirektorin: Was Herr Gurtner fordert, ist nicht ganz das, was Herr Baltzer meint. Klar ist, dass die ARA bereits heute Gas produziert. Dieses wird aber in Strom und Wärme umgewandelt. Das heisst, es wird nicht als Biogas ins Netz eingespiesen. Es muss abgewogen werden: soll aus Gas Strom produziert werden oder soll es als Gas ins Netz eingespiesen werden? Theoretisch ist beides möglich und es muss diskutiert werden, was besser ist. Ich interpretierte den Vorstoss nicht in dem Sinne, dass aus Gas Strom gewonnen werden soll, sondern dass Biogas für Bieler Kunden in das Gasnetz eingespiesen werden soll. Leider kann ich Herrn Gurtner noch nicht viel mehr sagen als in der Beantwortung steht. Der Gemeinderat evaluiert zurzeit noch ein anderes Gasprojekt, das in Frage kommen könnte. Dieses sieht vor, im Seeland Gas zu produzieren, immerhin also nicht mehr in Zürich. Es läuft relativ viel. Beispielsweise hätte auch noch die Centravo/GZM in Lyss Material, aus dem Gas gewonnen werden könnte. Damit könnte die ARA mehr Material verwerten, was für sie interessant wäre. Entsprechende Abklärungen sind aber noch nötig.

Zu Herrn Fischers Frage, wie Biogas von Zürich nach Biel komme: Es kommt als Zertifikat daher. Es ist ganz klar, dass es nicht physisch eingespiesen wird. Das gleiche Prinzip gilt für die heute Abend beschlossene Photovoltaikanlage. Würde beispielsweise beschlossen, den über diese produzierten Strom nach Zürich zu verkaufen, ginge dieser Strom ebenfalls nicht physisch nach Zürich, sondern es würde ein Zertifikat ausgestellt. Auch der in der ARA durch Biogas produzierte Strom wird über ein Zertifikat verkauft, teilweise gar ins Ausland. Physisch wird das Gas - wie auch der Strom - also dort eingespiesen, wo sie produziert werden. Der Rest ist sozusagen virtuell. Allerdings muss der ganze Gas- und Strombereich als ein einziger Topf betrachtet werden. Es geht nie auf, wenn nur die einzelne Steckdose angeschaut wird. Das wäre das Interessante am Vorschlag von Herrn Gurtner: da das Gasnetz des ESB bis zur ARA erschlossen ist, könnte das dort produzierte Gas tatsächlich physisch eingespiesen werden.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

120. Postulat 20110409, Barbara Chevallier, PSR, "Bienne au cœur des sites palafitiques préhistoriques"

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 7)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat et de le radier du rôle comme étant réalisé.

Chevallier Barbara, PSR: Que vous dire quant à la réponse du Conseil de ville à propos de mon postulat sur les sites palafitiques préhistoriques, si ce n'est que je suis extrêmement déçue de la réponse du Conseil municipal, qui propose d'adopter le

postulat et de le radier du rôle comme étant réalisé. Mais, qu'a réalisé la Ville de Bienne dans ce domaine jusqu'à présent? Lorsque j'ai déposé ce postulat, mon souhait était, que le Conseil municipal réfléchisse comment mettre en valeur ces richesses patrimoniales et s'engage à développer des collaborations avec les institutions partenaires. C'était l'occasion, étant donné qu'il y avait à ce moment là le transfert de la collection du Musée Schwab dans les locaux du Nouveau Musée de Bienne et l'octroi du label patrimoine mondial de l'Unesco aux sites palafitiques autour des Alpes, dont le site de Bienne-Vigneules fait partie ainsi que la future construction du quartier AGGLOlac.

Le Conseil municipal, dans sa réponse, se limite à énoncer tous les partenaires déjà actifs sur la scène et les synergies existantes. En premier lieu, le Nouveau Musée de Bienne, dont le Directeur Monsieur Scandella s'engage à maintenir un accent fort sur les collections du Musée Schwab et les trouvailles du Néolithique. Il n'en demeure pas moins, que l'espace réservé aux collections dans les locaux réaménagés est considérablement réduit et qu'il n'est pas à l'ordre du jour de revoir le concept de l'exposition. Le Service archéologique du Canton de Berne, dont la mission première est la sauvegarde du patrimoine enfoui dans le sol, pratique depuis de nombreuses années une politique de fouilles d'urgence, conduite uniquement lorsqu'il n'y a pas d'autres moyens de protéger les vestiges de notre passé et est constamment sous pression par l'activité effrénée du secteur de la construction et du développement immobilier. Le Service archéologique appuie autant qu'il le peut les activités de mise en valeur des musées et des municipalités intéressés, mais il ne peut en aucun cas se permettre d'initier des projets de valorisation. L'Association Tourisme Bienne Seeland propose, sur son site internet, de télécharger une brochure intitulée "Sites palafitiques dans le Pays des Trois-Lacs", qui fait référence au label mondial de l'Unesco, décerné en 2011 aux sites palafitiques préhistoriques, dont plusieurs se trouvent dans notre région. Le Canton a finalement appelé, par le biais de Monsieur Pulver, à une collaboration renforcée avec les cantons de Fribourg, Neuchâtel et Vaud, pour valoriser le patrimoine mondial de l'Unesco. Je ne peux que féliciter tous ces partenaires actifs et me réjouir des synergies existantes.

Mais, que fait la Ville de Bienne dans tout cela? Bienne possède sur son territoire et à sa porte un des sites palafitiques d'importance mondiale les mieux conservés. La Ville de Bienne est propriétaire d'un terrain sur le périmètre de construction destiné à AGGLOlac. Il n'y a pas de trace du label du patrimoine mondial de l'Unesco sur le site internet de la Ville de Bienne, ni de liens vers les sites internet existants. Il n'existe aucun panneaux indicateurs, ni de projets de valorisation! "*Pour l'instant, il n'y a rien à voir!*" m'a-t-on dit, mais n'est-ce pas justement là la tâche des Autorités locales, que d'informer et de rendre accessibles et visibles les richesses culturelles de la région et ces mêmes raisons, qui poussent les Autorités locales, cantonales, fédérales et internationales à les protéger. À mon avis, il n'y a pas plus aveugle que celui qui ne veut pas voir! Bref, j'aurais attendu, sur ce sujet, une volonté de la part de nos Autorités, d'entrer en matière et de lancer une dynamique. Or, il n'en est rien et plutôt que d'insister et de refuser, que mon postulat soit radié du rôle, j'accepte la décision du Conseil municipal et reviendrai à la charge d'ici quelques temps, en espérant cependant que d'ici là le label du patrimoine mondial de l'Unesco figure sur le site internet de la Ville de Bienne.

Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture: Je remercie Madame Chevallier de ses propos, même s'ils ne sont pas très agréables à entendre, puisqu'elle n'est pas satisfaite de la réponse du Conseil municipal. Elle témoigne néanmoins d'une passion pour l'archéologie préhistorique, qui est communicative et qui m'encourage à essayer de réaliser certains des objectifs modestes qu'elle mentionne dans son postulat, comme par exemple de faire inscrire ce label du patrimoine mondial de l'Unesco sur le site internet de la Ville et d'y introduire également les liens internet nécessaires. Pour le reste, l'archéologie est une tâche cantonale et par conséquent ce n'est pas à la Ville de faire cavalier seul dans ce domaine. Il y a, entre les différentes institutions régionales, cantonales et intercantionales, déjà des initiatives prises en la matière. Je rappelle, qu'une grande exposition aura lieu en 2014 au Musée d'histoire de Berne, concernant la période des lacustres, qui intéresse particulièrement notre Ville et que notre Musée présentera une exposition parallèle sur le thème de la pirogue. C'est un des exemples par lesquels la Ville veut montrer qu'elle est active dans ce domaine, au travers des institutions culturelles, que la Ville mandate, en l'occurrence le Nouveau Musée de Bienne.

Au sujet du Nouveau Musée de Bienne, son inauguration aura lieu le 18 octobre 2012. J'espère que vous y serez tous et toutes. Ce sera en effet très réjouissant de voir à quel point le Conseil de ville soutient une institution culturelle aussi importante. Si vous y êtes, vous verrez d'emblée, qu'une exposition importante consacré au Colonel Schwab et à la Civilisation lacustre des palafitiques attirera l'attention du public d'ici et d'ailleurs, sur ce thème si important. Je suis d'avis, que les expositions temporaires touchent mieux l'intérêt du public. La Ville compte donc sur une institution fabuleuse, qui je l'espère, dès le printemps prochain, disposera d'un signe distinctif représenté par ce pont sur la Suze. Ce sera l'occasion de visiter et d'être sensibilisé à cette histoire passionnante, que sont les sites palafitiques préhistoriques.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Nous terminons nos débats pour ce soir, je vous souhaite une bonne rentrée et une bonne nuit.

Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 23.00 heures / Uhr

La présidente du Conseil de ville / Die Stadtratspräsidentin:

Monique Esseiva

La secrétaire parlementaire / Die Ratssekretärin:

Regula Klemmer

Protokoll:

Katrin Meister

Lilian Stähli

Procès-verbal:

Ana Gonzalez

Claire-Lise Kirchhof